MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarante-sixième séance – Mercredi 17 mars 1999, à 17 h

Présidence de M. Daniel Pilly, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger*, maire, *M. Michel Rossetti*, conseiller administratif, *M^{me} Anne-Marie Bisetti*, *MM. Pierre de Freudenreich*, *Albert Knechtli*, *Jean-Pierre Oberholzer*, *Bernard Paillard*, *M^{mes} Nicole Rochat* et *Renée Vernet-Baud*.

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller*, vice-président, *M. Alain Vaissade* et *M^{me} Jacqueline Burnand*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 3 mars 1999, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 16 mars et mercredi 17 mars 1999, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. J'ai le plaisir et l'honneur de vous présenter succinctement les résultats des comptes 1998. Il se trouve que, aujourd'hui, à midi, j'ai présenté ces résultats avec détails et commentaires à la commission des finances, puis, à 14 h 15, à la presse audiovisuelle et écrite lors d'une conférence de presse et enfin, à 15 h 30, au comité de l'Association des cadres de l'administration municipale et à la commission du personnel de la Ville de Genève.

Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de vous dire que le déficit budgété pour 1998 a été ramené de 51,2 millions à 14,6 millions. Les comptes se présentent de la manière suivante: 724,5 millions aux revenus, 60,3 millions d'amortissements. Le total des charges est de 739,1 millions. La différence entre les revenus et les charges courantes plus amortissements s'élève à 14,6 millions. Il s'agit donc d'une amélioration de 36,6 millions par rapport au budget, ce dernier chiffre constituant l'écart en amélioration du déficit de fonctionnement.

Par rapport aux comptes 1997, il y a également une amélioration, puisque le déficit des comptes en 1997 était de 27,5 millions et – encore une fois – pour 1998, il s'élève à 14,6 millions. Je m'arrête là avec ces chiffres. La plaquette contenant les comptes vous est envoyée aujourd'hui et vous la recevrez demain. Il vous sera donc tout à fait loisible, dès demain matin, de consulter les chiffres, et je suis à votre disposition pour répondre à vos questions, s'il en est. Toutefois, vous recevrez, dans les délais impartis, bien sûr, le livre des comptes contenant les explications.

M^{me} Jacqueline Burnand, conseillère administrative. Il a été question hier de la couverture des voies CFF, ainsi que du problème qui pouvait se poser dans le domaine assez particulier des champs électromagnétiques. Au nom du Conseil administratif, j'ai une déclaration d'importance à vous faire ce soir. Bien que les champs électromagnétiques soient connus depuis le XVII^e siècle, leur influence réelle sur la santé des individus, notamment celle des enfants exposés plus de huit heures par jour, selon les normes internationales, est encore actuellement inconnue. Cependant, la Ville de Genève, attentive à ce problème de longue date pour toutes ses réalisations impliquant des champs électromagnétiques, l'a été d'autant plus en ce qui concerne les constructions sur la couverture des voies CFF à Saint-Jean. En effet, dès 1989, les CFF, la Confédération, le Département des travaux publics, les Services industriels de Genève, etc., ont été consultés et des dispositions techniques particulières ont été prises.

Lors des mesures effectuées en 1991 et 1993, il a été confirmé que la valeur du champ électromagnétique est d'environ 50 à 100 fois inférieur à la limite recommandée par l'Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage (OFEFP). Le cahier des charges établi en 1994 est précis sur ce point et recommande notamment une vérification préalable des seuils d'immunité lors de l'installation d'équipements informatiques. Il est à relever également, Mesdames et Messieurs, que toutes les autorisations de construire ont été délivrées sans aucune réserve, au vu de ce que je viens de vous dire.

Toutefois, à la fin du mois d'août 1998, les premiers utilisateurs de la coopérative Le Renouveau de Saint-Jean constatent que certains types d'écrans d'ordinateurs sont sensibles aux ondes électromagnétiques. En novembre 1998, l'ingénieur mandaté pour l'étude et la réalisation de la crèche prévue sur la couverture des voies CFF avoue méconnaître l'influence possible des phénomènes électromagnétiques, et, je cite, «sur de jeunes enfants soumis à ces champs pendant un certain nombre d'heures». Un bureau d'ingénieurs conseils en électricité est alors mandaté par la Ville de Genève. Rendu en février 1999, le rapport de ces ingénieurs confirme que le champ électrique sur la couverture est très faible et ne cause aucun problème de sécurité. Il précise que, sur la base des résultats de recherche qui nous sont connus et avec l'appui des recommandations de l'OFEFP, le séjour des personnes adultes dans le champ magnétique existant est acceptable. Il indique, par contre, en ce qui concerne le séjour prolongé d'enfants, et à titre préventif: «Nous recommandons de ne pas placer un jardin d'enfants immédiatement au-dessus des voies ferrées.»

La Ville de Genève soumet alors ces conclusions, ainsi que l'expertise de 1993 au professeur Michel Yanoch, du laboratoire de réseau d'énergie électrique de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne qui, le 10 mars 1999, confirme ceci: «Au vu de toutes les incertitudes encore existantes, et comme il s'agit d'enfants en bas âge, nous nous rallions à la recommandation de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage et, malgré le risque probablement quasi inexistant, nous sommes d'avis qu'il n'est pas possible de le négliger et d'installer une crèche à proximité des voies CFF.» Bien que les mesures soient inférieures, et très largement, aux directives en vigueur tant nationales qu'internationales et qu'aucune étude scientifique ne confirme le moindre risque pour les nourrissons et les enfants en bas âge, et *a fortiori* pour les adultes, le Conseil administratif a décidé ce jour de surseoir à la construction de la crèche sur la couverture des voies CFF à Saint-Jean, dans l'attente d'études scientifiques plus complètes. L'Organisation mondiale de la santé, certains le savent bien ici, annonce la fin des études sur ce sujet pour l'an 2005.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les conclusions des réflexions que le Conseil administratif a menées. Je reste bien sûr à votre disposition pour des questions complémentaires s'il en existait.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Je vous annonce d'ores et déjà que, vers 18 h 40, je donnerai la parole au Conseil administratif pour répondre à des questions, puisqu'il semble qu'il y a beaucoup de questions restées sans réponse et que le Conseil administratif a préparé des réponses, de façon que cela ne se passe pas à 23 h, en l'absence d'auditeurs. Toutefois, ces réponses seront celles qui concernent les conseillers administratifs présents; les autres réponses seront données à 22 h 45.

Nous continuons notre ordre du jour. Je vous suggère de prendre d'abord les rapports de commission et, ensuite, nous nous pencherons sur la résolution urgente, puis sur les propositions des conseillers municipaux.

3. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Pierre Lyon, Bernard Paillard, François Sottas et Guy Valance, renvoyé en commission le 27 janvier 1998, intitulé: «Modification de l'article 30 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève» (N° 323 A)¹.

Rapporteur: M. Philip Grant.

Rappel du projet d'arrêté

L'alinéa 1 ancien est supprimé et remplacé par l'alinéa 1 suivant:

«Toute personne ayant un intérêt privé et direct concernant un objet soumis à délibération au Conseil municipal est tenue d'en informer le Conseil.»

Note introductive

En violation flagrante des directives de l'Académie française, les termes «conseillère municipale», «commissaire», «fonctionnaire», «députée» et «élue», lorsqu'ils sont utilisés de manière générale, s'appliquent, dans ce rapport, pour décrire les représentants des deux sexes.

¹ «Mémorial 155^e année»: Développé, 3903

Travail de la commission

Sous la présidence de M^{me} Marie-France Spielmann puis de M. Daniel Pilly, la commission du règlement a traité le projet d'arrêté dans ses séances du 3 avril, du 15 mai, du 26 juin, du 16 octobre et du 11 décembre 1998.

La commission remercie M^{me} Yvette Clivaz-Beetschen et M^{me} Ursi Frey pour la tenue des notes de séances.

Qu'est-ce qu'un «intérêt direct et privé»? Entre la volonté d'éviter toute censure et le souhait de faire appel à la responsabilité individuelle et à l'intégrité morale de chaque élue, la commission du règlement a dû se pencher sur une question trop peu débattue en démocratie: à partir de quand la défense d'intérêts généraux, bien que partisans, se confond-elle avec la recherche d'avantages personnels? La modification de l'article 30 aurait pu sembler n'être qu'un sujet mineur ne nécessitant pas de débats approfondis. Il a cependant fallu que la commission du règlement s'y prenne à cinq reprises, certes souvent en fin de séance, pour parvenir à une solution largement acceptée. Le flou de la formulation actuelle de l'article 30 y fut pour beaucoup.

1. Audition des proposant, séance du 15 mai 1998

La commission a écouté M. Jean-Pierre Lyon rappeler que le projet d'arrêté N° 323 a été déposé au Conseil municipal suite à un incident bien précis. L'un de nos collègues, employé par la Ville de Genève, avait tenté de donner son avis sur une affaire qu'il connaissait, de par sa situation personnelle, plutôt bien. Sous les protestations d'une partie des élues du Conseil municipal, invoquant à tue-tête l'article 30, ce conseiller municipal n'avait pu s'exprimer.

Pour les proposant, la rédaction de l'article 30 dans sa version actuelle n'est pas satisfaisante. La discussion tourne autour de la question de savoir ce qu'est un intérêt privé et direct, et notamment de savoir si les fonctionnaires remplissent cette définition lorsqu'elles s'expriment sur un sujet qui peut relever de leurs activités professionnelles.

Sans arriver à se mettre d'accord sur une définition satisfaisante, la commission décide de continuer à se réunir, afin de laisser certaines commissaires déposer des propositions nouvelles et de se renseigner sur la façon dont ce genre de conflit est géré dans d'autres villes.

2. Séance du 26 juin 1998

La discussion est quelque peu confuse. Les commissaires peinent à trouver un critère qui permette, sans coup férir, de déterminer quand une conseillère muni-

pale défend un intérêt privé et direct. Un commissaire suggère d'amender le projet d'arrêté en précisant que seul un intérêt financier privé et direct devrait entraîner l'obligation de s'abstenir, sauf pour le vote sur les arrêtés finaux du budget, où il serait inacceptable d'obliger une fonctionnaire à s'abstenir simplement parce que son salaire est compris dans le vote du budget.

Certaines commissaires souhaiteraient laisser l'initiative de déclarer un éventuel conflit d'intérêt à chaque conseillère municipale, censée être assez grande et honnête pour ne pas défendre ses propres avantages et privilèges. D'autres désireraient permettre la discussion, mais maintenir l'interdiction de prendre part au vote. Un troisième groupe, s'en prenant au droit d'éligibilité des fonctionnaires, affirme que c'est cette situation qui crée le plus de conflits potentiels. Enfin, d'autres estiment qu'une simple précision des termes «privé et direct» suffirait pour empêcher qu'on ne censure indûment une conseillère municipale.

Devant la difficulté à définir ce fameux intérêt qui devrait entraîner l'obligation de s'abstenir, la commission décide de procéder à des auditions, notamment celle du Conseil d'Etat. D'autant plus que la LAC, à son article 23, impose ce devoir d'abstention en des termes identiques à ceux de l'article 30 du règlement, et qu'il semble donc que la marge de manœuvre des communes est restreinte en la matière.

3. Audition de M. Kronstein, directeur de la Division de l'intérieur, séance du 16 octobre 1998

M. Kronstein ne comprend pas la raison pour laquelle une modification de l'article 30 s'impose, puisque c'est la loi cantonale qui le requiert. Il précise qu'à son avis, le vote du budget ne peut en tout cas pas entraîner une obligation de s'abstenir pour cause de conflit d'intérêts, en ajoutant que cela n'est notamment pas le cas pour les députées au Grand Conseil. M. Kronstein indique que l'intérêt privé et direct recoupe selon toute vraisemblance un avantage financier, mais il pense tout de même qu'une fonctionnaire devrait s'abstenir dans les cas où son propre service est concerné.

La commission, n'étant pas plus avancée qu'avant, décide de continuer ses travaux.

4. Séance du 11 décembre 1998

Le 29 novembre 1998, le souverain acceptait très clairement une modification de la Constitution cantonale rendant l'élection des fonctionnaires au Grand Conseil possible. Au sein de la commission du règlement, la volonté populaire a

fait tourner le vent. Certaines commissaires, auparavant réticentes à l'idée d'assouplir le devoir d'abstention tel que le projet d'arrêté le prévoit, prennent note de la volonté du peuple de laisser les fonctionnaires siéger à part entière, comme toutes les autres élues, et ne s'opposent plus à l'adoption du projet d'arrêté.

Une proposition d'amendement visant à préciser les termes «privé et direct» est discutée mais retirée devant la volonté de la commission de passer au vote sur le texte initial.

Vote

La nouvelle rédaction de l'article 30 du règlement est adoptée par 10 oui (2 R, 2 L, 2 S, 3 AdG, 1 DC) et 4 abstentions (1 L, 1 S, 2 Ve).

PROJET D'ARRÊTÉ COMPLÉTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 17 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
sur proposition de la commission du règlement,

arrête:

Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève est modifié comme suit:

Art. 30 (modifié)

1. Toute personne ayant un intérêt privé et direct concernant un objet soumis à délibération au Conseil municipal est tenue d'en informer le Conseil.

2. Inchangé

M. Philip Grant, rapporteur (S). «Article 30!» Cette invective, on l'entend assez souvent fuser dans cette enceinte. En général, où qu'on se situe, elle vient toujours d'en face. Alors, utilisé de la sorte, l'article 30 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève (RCM) peut devenir un instrument néfaste pour le débat démocratique, dès lors qu'il a comme but de faire taire l'adversaire politique. C'est donc tout à l'honneur des proposant, issus de l'Alliance de gauche,

je crois, tant du canal historique que du canal traditionnel, de nous avoir soumis un texte qui simplifie la situation juridique de cet article 30. On s'en remet donc à la bonne foi de chacun.

Il y a aussi l'article 23 de la LAC, qui nous rappelle, en des termes quasiment analogues, que nous devons en principe nous abstenir quand il y a un sujet sur lequel nous sommes touchés de manière privée et directe. C'est pourquoi la commission du règlement a plutôt essayé, dans un premier temps, de préciser ce que pouvaient être ces notions d'intérêts privés et directs. Le travail fut assez difficile, assez laborieux, jusqu'au fameux 29 novembre 1998, où le souverain acceptait que les fonctionnaires puissent siéger au Grand Conseil.

«Quel lien avec l'article 30?» me direz-vous. Le peuple veut des fonctionnaires au Grand Conseil, donc il ne veut plus qu'on les bâillonne, donc l'article 30 doit être aboli. C'est un peu le raisonnement spécieux qu'on nous a tenu en commission, mais toujours est-il que le vent a tourné au sein de cette commission et que nous nous sommes rabattus sur la proposition initiale des proposant de simplifier complètement l'article 30. Si j'ai mentionné les fonctionnaires, c'est qu'il y a eu, à mon sens, quelques dérapages au sein de cette commission. On a voulu utiliser l'article 30 uniquement comme un outil antifonctionnaire, or ce n'est pas le cas, l'article 30 s'appliquant à chacun d'entre nous, quelle que soit sa fonction ou sa profession. Juste à titre préventif, j'espère que, ce soir, on ne va pas refaire un certain nombre de dérapages, comme cela a déjà eu lieu, à mon sens, en commission et qu'on va laisser les cabales antifonctionnaires de côté.

Premier débat

M. Robert Pattaroni (DC). Notre intervenant rapporteur a fait d'une pierre deux coups avec son rapport, puisque, dans un premier temps, sans avoir l'air d'y toucher, il a essayé de remettre en question les fondements des règles traditionnelles de la grammaire. C'est intéressant, et, par conséquent, dans notre groupe, nous avons commencé par nous demander, avant de traiter le fond de la question, si dorénavant on devait s'adresser à vous, Monsieur le président, en disant: «Madame la présidente de sexe masculin», ou «Monsieur le président de sexe masculin». Nous aimerions que le bureau puisse trancher, car on peut choisir. C'est ce que nous propose M. Grant et, nous, qui sommes toujours prêts à nous remettre en question, comme nous le disions hier à propos des communes, nous sommes d'accord que le bureau se penche sur cette question, Madame la présidente de sexe masculin.

Cela dit, il y a aussi le fond du sujet dans ce rapport. Hier soir, Monsieur le président, nous avons été choqués à propos des limites de la compatibilité ou de

l'incompatibilité concernant la Fondetec, car il y a, incontestablement, dans le cadre de celle-ci, des problèmes de compatibilité et, encore plus grave, de responsabilité. Par conséquent, à partir du moment où on peut siéger dans plusieurs organes, à savoir, dans le cas de la Fondetec, dans l'organe qui l'a créée, auquel cette dernière doit rapporter, c'est-à-dire notre Conseil municipal, et, en même temps, dans la fondation, au nom du Conseil municipal, mais où l'on peut même en être le dirigeant, où on peut même en être l'employé. En l'occurrence, on peut se trouver dans la situation où une question de responsabilité est posée et, ayant les différentes casquettes à plusieurs visières, prendre position au Conseil municipal par rapport à l'intérêt qui est celui de la Fondetec. Il nous a paru que, quel que soit l'énoncé de l'article 30, ce cas montre clairement quelle est la limite qu'il eût fallu ne pas franchir.

En ce qui concerne notre groupe, nous sommes prêts à suivre la conclusion de la commission, mais il faut faire en sorte qu'avec une phraséologie ou une autre, une grammaire ou une autre, on évite que l'on puisse être de plusieurs côtés à la fois et que l'on puisse voter au Conseil municipal ce qui correspond peut-être à l'intérêt de l'autre entité, car cela est inacceptable.

Si le cas de la Fondetec traité hier soir n'était pas réglé avec le nouveau texte, Monsieur le président – et j'espère que le président de la commission du règlement, que vous connaissez, de même que l'éminent juriste rapporteur que nous avons entendu ne puissent pas répondre – alors, nous proposerions de renvoyer cet objet à la commission du règlement pour qu'on fasse œuvre efficace.

M. Georges Breguet (Ve). J'aimerais en quelques mots vous expliquer pourquoi les deux représentants des Verts se sont abstenus lors du vote de cet objet. A vrai dire, le travail final de la commission n'était pas d'une grande clarté. Il est clair que, tant que la loi sur l'administration des communes précise nommément des cas d'incompatibilité, il est extrêmement difficile de les éluder dans le RCM. Je pense donc qu'il y a également une demande à faire au Grand Conseil pour qu'il s'occupe aussi de ce problème au niveau d'une révision de cet article de la loi.

En ce qui concerne les limites de cette incompatibilité, on a quand même appris un nombre de choses intéressantes lors de l'audition de M. Kronstein, c'est-à-dire qu'il n'était pas imaginable qu'on prive du droit de vote, et particulièrement du droit de vote du budget, nos collègues qui sont fonctionnaires municipaux. Les seuls cas où, peut-être, on pouvait imaginer un conflit d'intérêts étant quand le vote portait sur un poste très précis dont le conseiller municipal occupait la charge. Mais, dès qu'il s'agit d'un vote général, global, il est inimaginable qu'on puisse réduire le droit d'expression et de vote des conseillers municipaux élus.

Je terminerai en disant que mon groupe va laisser la liberté de vote à ses membres sur ce sujet. Personnellement, je pense qu'on devrait renvoyer le projet d'arrêté en commission.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). En tant que proposant, mes trois collègues et moi-même, nous avons eu un débat en commission et nous avons examiné cet objet en détail; notre rapporteur l'a bien précisé. Cette affaire date du 27 janvier 1998, et la commission du règlement, présidée par notre président Daniel Pilly, a étudié cela très en détail. Il y a eu toute une série de modifications et de contre-propositions. Cependant, à terme, il est apparu que le texte d'origine du projet d'arrêté constituait la meilleure solution et qu'il devait être présenté au Conseil municipal, car il pourrait fournir une base correcte à nos collègues qui occupent une fonction à la Ville de Genève et qui, par la démocratie, peuvent venir s'exprimer au Conseil municipal.

Je comprends très bien M. Pattaroni, puisque j'ai suivi les travaux à la commission. M. Pattaroni n'est pas venu en commission avec la proposition de renvoi qu'il a émise ce soir; au contraire, il était assez enthousiaste pour qu'on discute du rapport en séance plénière et qu'on approuve l'arrêté, quitte à apporter certaines modifications plus tard en fonction de la situation. Monsieur le président, j'ai compris l'intervention de M. Pattaroni, mais elle n'a pas été faite en commission. En tout cas, ceux qui savent lire se rendront compte que si, lors du vote, l'arrêté est accepté, les chefs de groupe, les groupes politiques représentés dans cette salle auront une véritable responsabilité. En effet, au moment où l'on traitera d'un sujet, par exemple d'aménagement, d'achats, etc., touchant à des intérêts privés et directs d'un des membres d'un groupe, il ne sera pas facile au chef de groupe de gérer cela, de dire à son collègue, le cas échéant, qu'il serait mieux qu'il ne participe pas au vote sur telle ou telle proposition ou qu'il fasse une déclaration en expliquant sa position, sa situation.

Pour ceux qui désirent le renvoi en commission, je vous rappelle que notre collègue, Pierre Reichenbach, avait soulevé le problème des 37 pages de la liste des objets en suspens. Continuons dans cette voie, et juste pour modifier une virgule dans un rapport, ajoutons du même coup une 38^e page à cette liste. Soyons sérieux, il y a des collègues dans cette salle qui sont fonctionnaires de notre Ville, qui ont aussi le droit de s'exprimer et qui n'ont aucun intérêt privé et direct par rapport à certains problèmes. Toute cette affaire est apparue suite à un problème qui a surgi dans le département de M. Rossetti au sujet de la petite enfance. Notre collègue voulait nous en informer afin d'attirer notre attention sur certains points, car, si vous ne travaillez pas dans le secteur, vous n'êtes pas au courant. Mais on lui a cloué le bec en lui disant qu'il n'avait pas le droit de s'exprimer.

Maintenant, ayons un peu de courage, votons ce projet d'arrêté et, si un groupe estime qu'il y a encore des modifications à apporter, qu'il fasse comme nous, qu'il dépose une proposition de modification du règlement, qui sera étudiée tranquillement, sagement et concrètement.

Mesdames et Messieurs, le rapporteur a très bien fait son rapport – et je sais que ce n'était pas facile – le président de la commission a également très bien géré ce dossier et il a senti qu'il fallait avoir le débat en séance plénière. Je vous en prie, Mesdames et Messieurs, votons! Mieux vaut mettre la clé sous le paillason que de renvoyer en commission, Monsieur le président!

M. Bernard Lescaze (R). Je crois que le rapport que nous a donné M. Grant est parfaitement clair et qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de couper les cheveux en quatre: soit on est pour les incompatibilités et on vote contre ce projet d'arrêté, soit, finalement, suivant d'ailleurs la décision populaire, on accepte que des gens ayant un emploi public puissent, comme les autres, voter et se prononcer sur tous les sujets et on vote l'arrêté tel qu'il nous est proposé, en sachant bien que, lorsqu'il y a un intérêt privé et direct, donc à l'évidence essentiellement un intérêt pécuniaire, la personne est priée de le déclarer. Ensuite, nous laissons à la conscience de cette personne, à sa morale personnelle le soin de décider si elle veut quand même se prononcer et voter ou si elle s'abstient, car c'est une question de morale politique qui ne regarde qu'elle et son groupe.

Je crois que la solution proposée est celle qui nous causera le moins d'ennuis. C'est une solution simple, claire et parfaitement adaptée à la situation législative actuelle. Il est vrai que cette solution nécessite de la part des élus un minimum de responsabilité politique individuelle. Je suis de ceux, parce que je suis le défenseur des libertés individuelles, qui pensent que chaque individu et, notamment, chaque conseiller municipal a effectivement en lui ce degré minimal de responsabilité politique qui saura lui faire adopter la solution requise pour chaque cas.

Dans ces conditions, au nom du groupe radical, je m'oppose au renvoi en commission et j'annonce que, bien entendu, notre groupe votera l'arrêté comme il l'a fait à la commission du règlement. Cette solution, je le répète pour ceux qui en douteraient, est la solution la plus simple, la plus élégante. Vous ne pourrez de toute façon jamais mettre dans la loi ou dans un règlement toutes les exceptions que vous voudriez y voir figurer. Il s'agit donc de faire confiance aux groupes politiques et aux conseillers municipaux. Je remercie M. Grant d'avoir assez clairement indiqué la voie à suivre dans son rapport.

M. Michel Mermillod (S). Je félicite M. Lescaze pour son bon sens et son esprit de synthèse. Tout d'abord, il a relevé un point essentiel: la population s'est

prononcée sur la modification du droit d'éligibilité des fonctionnaires au plan cantonal, controverse qui a duré de nombreuses années.

Deuxièmement, le problème se situe au niveau d'une responsabilité politique individuelle. C'est en connaissance de cause que j'affirme que le débat sur les fonctionnaires, et fonctionnaires uniquement, est déplacé. Pourquoi? Parce que les fonctionnaires qui se trouvent dans cette enceinte sont avant tout des citoyens qui ont des droits, des devoirs, qui paient leurs impôts, mais qui, de par leur fonction, doivent avoir sur certains sujets un certain devoir de réserve. Cela est essentiel. Ce devoir de réserve s'impose pour ces fonctionnaires lorsqu'un vote présente des intérêts particulièrement directs avec leur fonction ou leur service; mais pas pour un vote global du budget, qui fait partie, comme l'a rappelé tout à l'heure notre collègue Breguet, de la politique générale de la Ville de Genève.

Lorsque je dis que le débat pur et simple sur les fonctionnaires est à mon sens déplacé, j'en veux pour preuve quelques exemples. Lorsque j'ai commencé à siéger dans ce Conseil municipal, évidemment je savais que certaines personnes observaient plus particulièrement le comportement politique des fonctionnaires. Je me suis alors amusé à noter l'attitude d'autres personnes non fonctionnaires.

Alors voilà – et vous verrez que tout le monde est concerné – lorsqu'un collègue radical, alors président des fêtes de Genève, s'était exprimé sur le sujet, personne n'avait rien dit. Lorsqu'une collègue de l'Alliance de gauche, membre de l'ADC, l'Association de défense des chômeurs, s'était exprimée sur cette association, personne n'avait rien dit. Lorsqu'un collègue socialiste – vous voyez que je n'épargne personne – alors et toujours président d'une chaîne de télévision, s'était exprimé, certes une fois, sur le sujet, personne n'avait rien dit. Lorsqu'un collègue Vert était cosignataire d'une motion sur la composition de jazz, alors que lui-même était directement impliqué, cela n'avait dérangé personne. Quelques exemples au Grand Conseil pourraient être cités, mais je vais abréger. Lorsqu'un collègue libéral impliqué dans la Maison du Bout-du-Monde s'était également exprimé sur le sujet, personnellement, j'avais trouvé cette intervention légèrement déplacée. Lorsqu'un autre collègue radical, commerçant installé près de la place du Rhône, intervenait sur la subvention de l'Office du tourisme genevois, alors qu'il en fait plus ou moins partie, cela était aussi surprenant. On voit donc que quasiment tous les groupes politiques sont concernés. Je me suis d'ailleurs amusé à intervenir – et je vois déjà votre bras droit, Monsieur le président, sourire – lorsqu'on a eu le débat récurrent sur les crottes de chien: que dire des interventions des propriétaires de ces quadrupèdes? Enfin, comme vous pouvez le constater, tous partis confondus, avec des limites et des sujets plus ou moins graves et plus ou moins amusants, l'article 30 et l'intérêt privé et direct pourraient s'appliquer pour un nombre de cas particulièrement important, et pas uniquement pour celui des fonctionnaires.

En conclusion, il s'agit d'une responsabilité politique individuelle qui est liée à notre condition humaine et au comportement des uns et des autres. En tout état de cause, le groupe socialiste vous invite à voter les conclusions du rapport.

M. Robert Pattaroni (DC). Je pense que le rapporteur prépare les arguments pour répondre à la question que j'ai posée tout à l'heure. Toutefois, en attendant, je voulais vous rappeler l'article ad hoc du règlement du Grand Conseil, qui est d'ailleurs l'objet d'une loi. A l'article 24, il est dit ceci – permettez-moi de lire: «Obligation de s'abstenir. Dans les séances du Grand Conseil et les commissions, les députés qui pour eux-mêmes, leurs ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoints ou alliés au même degré ont un intérêt personnel direct à l'objet soumis à la discussion ne peuvent intervenir ni voter, à l'exception du budget et des comptes rendus pris dans leur ensemble.» Voilà. Nous avons considéré, en préparant cette séance, que la conclusion de la commission convenait tout à fait, dans le sens idéal que M. Lescaze a tenu à rappeler. Mais, hier soir, nous avons eu la grande surprise et le grand désappointement de constater qu'une limite avait été franchie par rapport à ce qui a été considéré par M. Lescaze comme étant un certain sens éthique, que les uns et les autres doivent avoir dans cette enceinte.

J'espère qu'on pourra répondre à notre question, parce que cela ne vaut pas la peine de voter un quelconque texte s'il n'y a pas quelques règles de comportement à ce sujet.

M. Daniel Sormanni (S). Bien évidemment, je voterai le rapport tel qu'il est ressorti de la commission, mais j'aimerais quand même rappeler quelques faits antérieurs. Ici, on parle de l'article 30 et de ce qui y a trait directement, mais, en réalité, il s'agit plus largement du problème des incompatibilités en général. J'aimerais rappeler aux quelques anciens, mais je pense qu'ils s'en souviennent, que nous avons un certain nombre de règles, votées il y a quelques années, où figuraient effectivement les incompatibilités, mais les incompatibilités complètes. Les fonctionnaires municipaux ne pouvaient pas être élus, mais l'inverse était aussi en vigueur, c'est-à-dire que la même règle s'appliquait aux mandataires de la Ville de Genève. Je vous rappelle quand même qu'il ne s'agit pas du tout des mêmes montants et des mêmes francs en ce qui concerne, d'une part, les adjudications des travaux que la Ville de Genève entreprend et, d'autre part, le fait de siéger au Conseil municipal soit en étant fonctionnaire, soit en étant représentant de la Ville dans une fondation pour laquelle on n'a pas forcément un intérêt pécuniaire. Je le dis en passant, Monsieur le président, et je vous prie de le transmettre à M. Pattaroni, puisqu'il y a fait allusion.

Je me rappelle très bien que, dans les années quatre-vingts, quelques conseillers municipaux faisaient allègrement partie de la commission des travaux et, à la limite, on pouvait presque se dire qu'ils votaient en leur faveur des travaux dont ils étaient ensuite adjudicataires. Restons raisonnables, car, dans ce cas-là, des millions étaient en jeu, tandis que, ici, c'est un problème éthique, voire des «peanuts», si je puis me permettre cette expression. Il ne s'agit donc pas du tout de la même chose.

Je crois qu'il faut raison garder et qu'on doit faire confiance aux gens. L'éthique est une question individuelle et, ma foi, chacun assumera la sienne. La population, ou le Conseil municipal, en tirera les conclusions. Bien entendu, en cas de dérapages, les conseillers municipaux assumeront leur propre éthique. Je crois qu'ainsi nous pourrions progresser.

M^{me} Barbara Cramer (L). Je crois que le Parti libéral sera forcé de refuser cette proposition, simplement parce que vous semblez avoir oublié que les fonctionnaires sont payés par la collectivité et nous défendons évidemment, dans ce cas, la collectivité. En même temps, ces fonctionnaires sont directement liés pécuniairement et autrement à l'Etat: assurances, bénéfices, salaires, etc.

J'entends parler de «politique générale», mais qu'est-ce que c'est? La politique générale correspond à la politique d'une certaine majorité actuelle. Par conséquent, la politique générale peut changer. Que veut dire «politique générale»? Cela ne veut rien dire: c'est de la langue de bois.

«Responsabilité politique», dit M. Lescaze. Je précise: responsabilité politique sectaire; ce n'est pas la même chose, c'est pourquoi je ne peux pas accepter les arguments de M. Lescaze.

Quand on parle de la Maison du Bout-du-Monde, de l'Office du tourisme ou des propriétaires de chiens – il s'agit de la défense des personnes et non de sa propre peau ou d'une situation qui est directement liée à soi. Cela n'a absolument rien à voir avec la défense d'intérêts privés et directs, parce que, si c'était le cas, on pourrait dire la même chose de ceux qui défendent les maisons des associations, les éducateurs de la petite enfance, les employés TPG et les cyclistes, qui sont représentés dans cette enceinte. Finalement, tout le monde n'a qu'à se taire.

Maintenant, le peuple a voulu que les fonctionnaires puissent siéger. Cela est très bien, tout le monde l'accepte, c'est chose connue. Néanmoins, les fonctionnaires doivent s'abstenir de voter lorsqu'il s'agit de sujets qui touchent directement à leur fonction, car ils sont peut-être bien mieux informés que le reste des conseillers municipaux ou d'une façon différente. En tout cas, le Parti libéral votera non.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Je prends la parole parce que, en fait, j'ai été désignée très clairement par notre collègue Mermillod lors de son intervention. Effectivement, je voudrais m'associer aux propos qui viennent d'être tenus par M^{me} Cramer, parce que, si nous ne pouvons plus défendre les intérêts généraux, nous n'avons qu'à fermer boutique. Il n'y a plus besoin d'avoir un Conseil municipal.

Par contre, je pense que M. Mermillod pourrait faire une très belle carrière dans le KGB, ou ce qui s'est substitué à celui-ci.

M. Michel Ducret (R). Il ne faut pas dériver dans ce débat au risque de refaire le travail de la commission; sinon, je proposerais dans ce cas-là d'adopter directement une copie conforme du règlement du Grand Conseil, ce sera plus simple.

Je crois qu'il faut être très clair, le règlement, à l'article 30, visait non pas l'intérêt d'une collectivité, d'associations, ou la représentation, car tout le monde dans ce Conseil représente quelque chose, des électeurs, des associations, un parti dans un système proportionnel; tout cela est normal et il n'y a pas là d'intérêts directs personnels. Je vous rappelle quand même que l'article 30 visait expressément les intérêts directs et les avantages, notamment en numéraire, des personnes concernées ainsi que de leurs proches immédiats.

Il faut garder l'esprit de cet article, bien entendu. Je crois que cela ne changera pas; parce qu'il est clair que les intérêts directs resteront. Voyons d'abord les intérêts pécuniaires directs, d'un mandataire par exemple: si on débat au Conseil municipal un projet pour lequel un architecte, comme moi-même, aurait été mandaté par la Ville de Genève, la moindre des choses serait que je m'abstienne de participer, même au débat. Cela me paraît tout à fait normal, car il n'y a pas d'explication à donner en débat lorsqu'on est mandaté sur un objet.

De la même manière, un fonctionnaire peut parfaitement s'exprimer sur les généralités. Cependant, il est clair que, s'il commence à intervenir par rapport à son propre service, il peut influencer le devenir de celui-ci et, notamment, en troubler le fonctionnement hiérarchique. Je pense que c'est dans cet esprit-là qu'il faut lire cette nouvelle proposition d'article 30, où l'intérêt direct personnel se distingue de l'intérêt général qui permet, par exemple, de s'exprimer en séance plénière sur la généralité d'un budget, mais pas sur le fonctionnement d'un service en particulier, et principalement celui dans lequel on travaille. Si possible, cela est à éviter. Pour ce faire, il y a les commissions, je le rappelle et, en ce qui concerne les mandataires, ils doivent, à mon sens, même s'abstenir en commission.

Voilà l'esprit qu'il faut trouver et c'est très simple. Le texte de l'arrêté fait appel au bon sens de tout un chacun. Mais, si on relance un débat maintenant, je crois que cela veut dire qu'il faut qu'on revienne en arrière, qu'on soit plus précis. Soit on vote cet arrêté rapidement, soit on continue; alors, il y aura un amendement et on reprendra le texte du Grand Conseil.

M. Philip Grant, rapporteur (S). Je crois que les propos de M^{me} Cramer démontrent à quel point ce débat peut être complètement confus. On a essayé, en commission, de préciser les termes «privés» et «directs». C'est un exercice extrêmement difficile à faire, et je crois que la proposition qui vous est soumise ce soir a le bon sens de son côté. Il suffit simplement d'informer le Conseil en cas d'intérêt privé et direct, ce qui a pour effet de limiter la censure et, surtout, d'éviter le débat pour savoir quel est l'intérêt direct et privé, parce que, dans ce cas, on ne s'en sort tout simplement pas.

M. Michel Mermillod (S). J'aimerais simplement rappeler, Monsieur le président, à nos collègues piqués au vif tout à l'heure que j'avais bien signalé qu'il y avait dans mes exemples des sujets graves et d'autres plus légers. Cela étant, tout cela me conforte dans l'idée que, finalement, il n'y a aucune raison de se focaliser sur les fonctionnaires, même si ces derniers doivent être particulièrement attentifs à leur attitude au sein de ce Conseil. Finalement, tout le monde est concerné et je suis très heureux que, par mon intervention, un peu de joie et d'animation soient venues égayer ce Conseil municipal, parfois un peu morose.

Deuxième débat

Mis aux voix, le renvoi de l'arrêté à la commission du règlement est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté est accepté à la majorité (opposition d'une partie du groupe libéral et quelques abstentions).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 17 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
sur proposition de la commission du règlement,

arrête:

Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève est modifié comme suit:

Art. 30 (modifié)

1. Toute personne ayant un intérêt privé et direct concernant un objet soumis à délibération au Conseil municipal est tenue d'en informer le Conseil.

2. Inchangé.

Le président. En deuxième débat, cet arrêté est accepté. Comme il s'agit d'une modification de notre règlement, un troisième débat est obligatoire et ce troisième débat aura lieu lors de notre séance de ce soir.

J'aimerais que le rapporteur nous suggère une modification de la note marginale de l'article 30 du RCM, car on a oublié de le faire en commission. Je pense qu'il ne serait pas inutile pour le troisième débat de proposer cette modification à titre d'amendement.

4. **Rapports de majorité et de minorité de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté du bureau du Conseil municipal (M^{me} Marie-France Spielmann, MM. Daniel Pilly, Georges Queloz, M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon et M. Guy Dossan), renvoyé en commission le 3 juin 1998, intitulé: «Modification des articles 101, 134, 138 et 139 du règlement du Conseil municipal relatifs à la naturalisation» (N° 378 A/B/C)¹.**

A. Rapporteur de majorité: M. Jan Marejko.

Trois axes

Dans les discussions de la commission du règlement, l'ensemble de la problématique relative à la naturalisation s'est articulé autour de trois axes. Premièrement, l'acceptation ou le refus d'une candidature à la naturalisation ne relèvent

¹ Développé, 135.

pas vraiment d'une procédure parlementaire. Deuxièmement, dans une commune comme Genève, il semble que l'on puisse déléguer au Conseil administratif le soin de donner un avis sur une candidature. Troisièmement, comme ce sont les autorités cantonales qui prennent une décision définitive, on peut se demander si la commune devrait encore jouer un rôle dans l'appréciation d'une candidature.

Commentaires sur ces axes

En ce qui concerne le premier axe, on se demande si la naturalisation relève d'une procédure parlementaire, puisqu'elle exige une part de confidentialité difficilement compatible avec la publicité des débats démocratiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nos débats sur les naturalisations ont lieu à huis clos. Mais alors, dira-t-on, la confidentialité n'est-elle pas ainsi garantie? Oui, mais, lorsqu'une candidature est refusée, le Conseil d'Etat, à qui il revient de trancher en dernier ressort, ne peut pas connaître les raisons de ce refus. Ainsi le huis clos se révèle-t-il une arme à double tranchant puisque, s'il permet effectivement de maintenir la procédure de naturalisation dans l'enceinte du Conseil municipal, il introduit aussi une obscurité difficilement acceptable dans les raisons qui ont pu conduire à un refus de candidature à la naturalisation.

C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat aimerait avoir un texte clair motivant le refus. A première vue, cette motivation pourrait être mieux mise en relief si le vote sur les candidats ne se faisait pas au bulletin secret, mais à main levée. Devant justifier leur position finale, les conseillers municipaux seraient contraints ou encouragés à exposer de la façon la plus claire possible les raisons de leur refus. Cela ne semble pas impossible, puisque, si la loi impose le huis clos, elle n'impose pas le vote au bulletin secret.

Malheureusement, le Conseil municipal n'a pas accepté la suppression du vote à bulletin secret, raison pour laquelle l'objet a été renvoyé à la commission du règlement.

Concernant le deuxième axe, à savoir la délégation au Conseil administratif de la procédure de naturalisation, les raisons pour promouvoir cette délégation ne manquent pas. On peut comprendre que, dans une petite commune, une certaine délibération démocratique sur le bien-fondé d'une candidature fasse encore sens: les habitants y ont rencontré l'étranger qui veut devenir suisse, ils ont pu mesurer son degré d'intégration, ils peuvent ensuite avoir une discussion raisonnable sur son cas. Mais, dans une commune comme Genève, cela est tout simplement impossible. Il faut s'en remettre à un commissaire qui, tout comme un fonctionnaire, fait une enquête auprès du candidat. Or, avec une enquête par un commis-

saire qui n'est pas formé pour cela, puis des délibérations par une commission qui n'a souvent pas les capacités juridiques d'apprécier les éléments d'un dossier (les cas où l'on confond rapport de police avec jugement d'un tribunal sont fréquents), on se retrouve à des années-lumière d'une benoîte discussion communale fondée sur un contact quotidien avec le candidat. Dès lors, pourquoi ne pas supprimer aussi bien la commission des pétitions que la procédure de vote au Conseil municipal?

Enfin, il y a eu des cas où le Conseil d'Etat a tout simplement balayé d'un revers de main le refus d'une candidature par le Conseil municipal. N'ayant aucun élément pour juger du bien-fondé de ce refus et voyant, par ailleurs, que le dossier du candidat ne présentait aucun obstacle rédhibitoire à l'acceptation de sa candidature, il ne pouvait faire autrement. D'où sa volonté d'avoir une motivation des refus pour ne plus paraître agir arbitrairement dans certains cas.

Auditions

Pour MM. René Kronstein, directeur de la Division de l'intérieur, et Cédric Schoeni, chef du Service des naturalisations, la question qui occupe la commission du règlement n'est pas compliquée. La loi exige que certaines conditions soient réunies pour qu'une naturalisation puisse avoir lieu. Bien qu'ils ne l'aient pas dit en ces termes, l'impression qui se dégageait de leur propos était qu'il était relativement inutile d'organiser une longue et coûteuse procédure démocratique destinée à examiner l'adéquation du candidat aux conditions exigées de lui. Après tout, si la loi interdit aux mineurs d'entrer dans un établissement, on n'organise pas un miniparlement pour savoir si tel ou tel individu peut entrer dans cet établissement. Il suffit d'examiner sa carte d'identité. Il en va à peu près de même avec le dossier d'un candidat: remplit-il ou non les critères d'admission? La réponse à cette question est sans ambiguïté et l'on ne voit pas très bien pourquoi on l'enroberait dans des considérations tirées d'un long débat soi-disant démocratique. «Chère Madame, cher Monsieur, vous avez 18 ans, mais nous nous demandons si, vraiment, vous pouvez entrer dans la salle...» Sans commentaires... Mais, en fait, comme l'a rappelé M. Kronstein, c'est exactement ce qui s'est passé avec un candidat à la naturalisation. Le Conseil municipal l'avait refusé en raison de son grand âge, ce qui ne peut être allégué comme un motif de refus.

Discussions de la commission

Comme il est maintenant de règle dans les délibérations des commissions du Conseil municipal, les propos qui y ont été tenus, bien que fort intéressants en

eux-mêmes, ont plutôt obscurci qu'éclairci la question examinée. Un commissaire a parlé de supprimer la «règle des 41» (la loi impose ce nombre de conseillers municipaux pour qu'une délibération sur les naturalisations puisse commencer), un autre s'est indigné de la perte de pouvoir du Conseil municipal en matière de naturalisation, un autre encore a proposé un vote sur chacun des 7 critères auxquels doit répondre un candidat. Ensuite, a commencé un véritable feu d'artifice de suggestions, propositions, remarques, observations. D'abord, la loi sur l'administration des communes ne permet pas de changer la «règle des 41». Oui, mais, dans le fond, pourquoi ne pas proposer un changement de la LAC? Un commissaire plus philosophe que les autres fait remarquer qu'il est illusoire de vouloir mettre au point une procédure qui nous permettrait d'être absolument certains que nous n'acceptons que de bons candidats. Et puis, dans le fond, lorsqu'un conseiller connaît des «choses graves» au sujet d'un candidat, ne devrait-il pas pouvoir s'exprimer en plénum? Mais non, s'est-on exclamé, car cela pourrait être dangereux pour le conseiller! Et puis, parfois, ces choses graves sont des rumeurs sans fondement. Mais le prouver n'est pas une mince affaire. Faudrait-il recommencer toute la procédure si des choses graves sortent en plénum? Inconcevable! Mais non, car la prise de décision sur un dossier peut toujours être repoussée.

Bref, inutile d'insister... Cette première discussion s'est terminée par un vote sur la proposition d'entrer en matière pour la délégation de l'ensemble du processus de naturalisation au Conseil administratif et... l'audition du Conseil administratif. Cette proposition a été acceptée par 8 oui, 4 non et 2 abstentions.

Audition de M. Hediger, discussion et vote final

M. Hediger rappelle tout d'abord que la commission des pétitions avait demandé au Conseil administratif de faire part au Conseil d'Etat du souhait du Conseil municipal de garder ses prérogatives en matière de naturalisation. Pour lui, l'examen des dossiers devrait rester dans le domaine de compétence du Conseil municipal. Il lui semble que les visites faites par les conseillers municipaux chez les candidats sont importantes et, surtout, facteur d'intégration.

Après ce préambule, la commission du règlement a quelque peu oublié qu'elle auditionnait un magistrat pour se lancer à corps perdu dans une discussion aussi riche, luxuriante et bigarrée que la précédente. Sans compter que l'ensemble du processus de naturalisation a été réexaminé, qu'il a été proposé d'allonger encore la liste des critères de naturalisation, de faire passer le dossier de naturalisation directement au Conseil administratif sans passer par le Conseil municipal, de supprimer les visites aux candidats dont les dossiers ne présentent pas de problèmes, etc.

En conclusion, la commission s'est engagée dans une procédure de vote tortueuse, puisqu'elle a d'abord accepté la proposition de confier la procédure au Conseil administratif par 4 oui contre 3 non.

Mais, ensuite, sur la base d'une remarque d'un commissaire disant qu'il y avait eu 8 oppositions (contre 6 acceptations) sur cette proposition lors d'un premier vote (?) où plus de commissaires participaient à la séance, un deuxième vote a lieu sur le renvoi pur et simple de la procédure au Conseil administratif. Cette fois-ci, avec 4 oui (3 S, 1 L), 4 non (2 AdG, 1 DC, 1 Ve) et 1 abstention (1 Ve), la proposition est refusée.

Une deuxième proposition est alors soumise au vote: transmission de la compétence au Conseil administratif qui prendrait ses décisions sur préavis de la commission des naturalisations. Cette proposition est acceptée par 6 oui (3 S, 2 Ve, 1 L), 3 non (2 AdG, 1 DC) et 1 abstention (1 Ve).

Le président conclut en indiquant que tous les articles concernant la naturalisation devraient être éliminés et que le règlement devrait être modifié. Un seul article devrait indiquer le renvoi du pouvoir de décision au Conseil administratif, sous réserve d'un préavis de la commission des naturalisations.

Deux rapports de minorité sont annoncés.

Remarque finale du rapporteur

Bien que les votes de la commission du règlement pointent fort heureusement en direction d'une simplification de la procédure de naturalisation, l'ensemble des débats sur cette question rend attentif à une possible dégradation de l'esprit qui règne maintenant dans le Conseil municipal. Alors que ce Conseil est prompt à dénoncer la soif de pouvoir du Conseil administratif, il ne cesse, lui-même, de vouloir s'arroger des prérogatives sur des objets où l'on ne voit pas du tout ce qu'un travail de commission suivi d'un débat parlementaire (dans une commune aussi grande que Genève) pourrait bien apporter. Il suffit de songer à l'image des règles d'admission dans un établissement pour s'en convaincre.

Cela dit, n'est-ce pas excessif de parler ici de dégradation? En fait, non, car l'on voit très exactement, dans le cas qui nous occupe, comment l'obsession du débat démocratique pourrait ne pas signaler du tout un désir d'égalité ou de justice, mais un goût du pouvoir et, surtout, un mépris de la loi. Car, si la loi stipule qu'il suffit, pour qu'un candidat soit accepté, que son dossier réponde à tel ou tel critère, on ne voit pas ce qu'un grand débat parlementaire sur ce candidat pourrait bien apporter. Ou, plutôt, on voit très bien qu'un tel débat provoquerait un progressif discrédit de la loi sur les naturalisations et un arbitraire grandissant dans les procédures liées à cette loi.

B. Rapporteur de minorité: M. Philip Grant.**Abolissons la commission des naturalisations!**

Ce présent rapport de minorité sert à exposer le point de vue qui s'est exprimé lors des travaux de la commission du règlement et qui tendait à conférer au Conseil administratif l'ensemble des compétences municipales en matière de naturalisation. Plusieurs raisons plaident pour cette solution. Mais, avant de les énumérer, il convient d'exposer brièvement les étapes qui mènent à la naturalisation et le rôle que les communes y jouent.

A. La naturalisation des étrangers en Suisse

Contrairement à la naturalisation facilitée (qui vaut pour le conjoint étranger d'un citoyen suisse) qui est exclusivement du ressort fédéral, la naturalisation ordinaire relève tant de la Confédération que des cantons et des communes. La nationalité suisse relève en effet de ces trois ordres juridiques. On est ressortissant helvétique, citoyen d'un canton et originaire d'une commune. Pour cette raison, ces trois entités ont la possibilité d'intervenir dans le processus et chacune de poser ses conditions.

La Confédération a posé les conditions *minimales*: si celles-ci ne sont pas remplies, l'étranger n'obtient pas l'autorisation de naturalisation qui lui permet de poursuivre la procédure. Ces conditions minimales sont exposées aux articles 14 et 15 de la loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse. Le candidat doit avoir résidé en Suisse douze ans (dont trois au cours des cinq années qui précèdent la requête); s'être intégré dans la communauté suisse; s'être accoutumé au mode de vie et aux usages suisses; se conformer à l'ordre juridique suisse; ne pas compromettre la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse. C'est l'Office fédéral des étrangers (depuis le 1^{er} janvier 1999) qui délivre l'autorisation de naturalisation, après avoir vérifié que ces conditions sont remplies.

La deuxième étape est cantonale. Les cantons ont en effet la possibilité d'ajouter des conditions *supplémentaires*. C'est ainsi que certains cantons demandent une bonne maîtrise du suisse allemand ou exigent une résidence sur le territoire cantonal de quinze ans ou plus. A Genève, les conditions sont fixées dans la loi sur la nationalité genevoise. Ses articles 11, 12 et 22 disposent que l'étranger doit avoir résidé deux ans à Genève, dont les douze mois précédant la demande. Il devra également s'acquitter d'une taxe pouvant atteindre plusieurs milliers, voire dizaines de milliers de francs. Au surplus, il doit avoir avec le canton des attaches qui témoignent de son adaptation au mode de vie genevois; ne pas avoir été l'objet d'une ou de plusieurs condamnations révélant un réel mépris

de nos lois; jouir d'une bonne réputation; avoir une situation permettant de subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille dont il a la charge; ne pas être, par sa faute ou par abus, à la charge des organismes responsables de l'assistance publique; et, enfin, s'être intégré dans la communauté genevoise et respecter la déclaration des droits individuels fixée dans la constitution du 24 mai 1847. C'est le Service cantonal des naturalisations, rattaché au Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie qui s'occupe de vérifier si le candidat remplit ces critères.

La dernière étape est communale. Les cantons ont encore la possibilité de permettre à leurs communes de prévoir des critères supplémentaires. C'est ainsi que dans certaines communes de «l'Urschweiz», le requérant doit passer devant l'assemblée communale, puis sa candidature est soumise au corps électoral communal dans son ensemble! A Genève, rien de cela: les communes, à ma connaissance, n'impose pas de critères allant au-delà de ce que le Canton demande.

Renseignements pris auprès de l'Office fédéral des étrangers, il y a eu 8529 naturalisations ordinaires en 1997, 597 dossiers ayant été refusés durant la même période.

B. Les motifs d'abolition de la commission des naturalisations

1. Cette commission est inutile

Une procédure municipale se justifierait peut-être si la commune posait des conditions supplémentaires dont elle souhaiterait le respect par le candidat. Or, tel n'est pas le cas. Les commissaires ont pour tâche de faire exactement ce que le Service cantonal des naturalisations fait déjà: vérifier si les critères cantonaux sont remplis. Rien de plus. L'utilité de cette commission est nulle. Elle n'apporte rien de nouveau. Dans le processus de naturalisation tel qu'il se caractérise en Suisse, puisque la commune se prononce sur l'octroi de son droit de cité, la commission des naturalisations peut avoir intérêt à vérifier que les conditions supplémentaires qu'elle fixe sont réalisées. Il en va tout autrement à Genève, où les communes ne demandent rien de plus que le Canton. Le travail de la commission n'est qu'un doublon de celui qu'effectue déjà l'Etat.

Si l'on ajoute à cela qu'il y a déjà une enquête effectuée au niveau de la Confédération, on peut s'étonner de l'acharnement qui s'abat sur les candidats. Que certains commissaires apprécient leur rôle de faiseurs de Suisses, personne ne peut le nier, c'est une réalité. Mais n'avons-nous pas mieux à faire que d'aller vérifier s'il n'y a pas de poussière sous les tapis ou de cadavres dans les armoires. Le Conseil d'Etat peut très bien se passer du rapport de la commission des naturalisations pour prendre sa décision.

2. *La commission fait durer une procédure déjà suffisamment longue*

Le droit de la nationalité suisse est un droit du sang tempéré, mais assez strict. L'Allemagne mise à part (sans considérer l'actuel projet de loi, très controversé là-bas), les conditions pour la naturalisation ordinaire sont probablement les plus rigides d'Europe. Et la procédure peut durer fort longtemps, si bien qu'il n'est pas rare que, plus de deux ans après avoir déposé sa demande, le candidat attende toujours une réponse sur son dossier. Selon les propos de M. Hediger lors de son audition par la commission du règlement, le passage par la commission des naturalisations peut prendre jusqu'à trois mois, alors que le traitement accéléré pour les candidats de moins de 25 ans ne dure qu'une à deux semaines. C'est tout ce temps d'attente en trop qu'on pourrait économiser.

3. *La commission coûte*

Puisque l'on parle d'économies, mais sans en faire personnellement un argument fondamental, il faut relever que chaque dossier traité (et il y en a environ 300 par année) rapporte 100 francs au commissaire qui s'en charge (ce qui ne sera probablement pas sans influencer l'attitude de certains conseillers municipaux sur la nécessité de garder cette commission...). Si l'on y ajoute les jetons de présence et le coût des séances du Conseil municipal consacrées aux naturalisations, ce sont plusieurs dizaines de milliers de francs qui pourraient par exemple être employés à soutenir les associations luttant contre la marginalisation des étrangers dans notre ville.

4. *Le Conseil administratif a la compétence de juger les dossiers lui-même*

Le Conseil administratif se charge déjà tout seul et comme un grand de tous les dossiers des candidats de moins de 25 ans. Cela représente, selon M. Hediger, environ 350 dossiers par année. Il ne faut point douter que le Conseil administratif effectue très bien cette tâche, et l'on voit mal pourquoi un «jeune» de 25 ans accepté par le Conseil administratif serait un moins bon Suisse que le «vieux» de 26 ans visité par les commissaires aux naturalisations et accepté par le Conseil municipal. A part une légère augmentation de sa charge de travail, la reprise en main par le Conseil administratif de toutes les compétences municipales en matière de naturalisation ne pose aucun problème.

5. *L'argument selon lequel cela rapproche les conseillers municipaux des habitants de la ville est un faux argument*

Certains argumentent que la visite aux futurs citoyens permet à celui-ci d'avoir un rapport direct avec des élus, qui peuvent en profiter pour faire un petit

cours de civisme, graphiques du président de la commission des naturalisations à l'appui. Ce n'est que partiellement vrai: dans la majorité des cas, les candidats n'ont pas la moindre idée de ce que l'on représente et ne seront pas plus avancés sur les structures politiques de la Ville de Genève après le départ du commissaire aux naturalisations. Et cela même si c'est M. Mouron en personne qui, à l'aide de schémas colorés, leur expliquera le fonctionnement de notre Ville!

D'autres avancent l'argument inverse: c'est bon pour les commissaires de voir un peu du monde, d'établir un contact avec la population. Je pense pour ma part que s'il faut un tel cadre institutionnel pour rencontrer nos (futurs) concitoyens, mieux vaut verser une larme sur notre absence de capacité à établir des contacts vivants et spontanés avec nos voisins ou collègues dans notre vie de tous les jours.

L'argument selon lequel ces visites sont sympathiques – en tant que commissaire aux naturalisations, je me permets de le confirmer – est quant à lui irrecevable. Nous ne sommes pas là pour satisfaire nos propres désirs, mais pour effectuer le travail qui nous semble le plus raisonnable et le plus efficace.

6. *Le Conseil municipal a d'autres chats à fouetter*

Les quelques séances annuelles consacrées à accepter les dossiers des candidats à la naturalisation relèvent du ridicule le plus absolu. 80 élus doivent se prononcer sur des personnes qu'ils ne connaissent ni d'Eve ni d'Adam, en suivant de toute manière le préavis de la commission. Comme exercice politique utile, on a vu mieux. Il n'y a vraiment aucun intérêt à voter sur des dossiers qui ne nous concernent pas, aucun sens à nous prononcer à 80 sur des conditions qui de toute manière sont posées par le Canton et vérifiées par lui (cf. point 1). La seule justification, un peu maigre à mon sens, c'est la tradition, le fait que «l'on a toujours fait comme ça».

7. *L'intégration est une notion subjective, la nationalité un critère parfois arbitraire*

En fin de compte, et il s'agit là d'une appréciation purement personnelle, il me semble que nous devrions tout faire pour faciliter la naturalisation des étrangers. Les communes n'ont pas grand-chose à dire, si ce n'est, comme il vous est proposé ici, d'accélérer la procédure et de la rendre un peu plus simple.

Les commissaires de la commission des naturalisations qui font leur travail ont à cœur de vérifier que les conditions notamment d'intégration sont remplies. C'est d'ailleurs une condition légale que le candidat doit remplir. Mais l'intégration est un concept subjectif. On part trop souvent du point de vue que les Suisses

sont intégrés et que les étrangers doivent l'être pour décrocher leur passeport à croix blanche. C'est oublier que, dans notre société, indépendamment de leur nationalité, de nombreuses personnes n'ont plus leur place. L'intégration ne concerne pas seulement les étrangers. Le système économique et social qui régit nos rapports individuels ou collectifs déstructure en effet tout un pan de la société et «désintègre» nombre de gens, sans payer le moindre du monde attention à la nationalité de ses victimes. Or, nous attacher, comme doivent le faire les commissaires – et j'en suis – à chercher la faille au niveau de l'intégration des candidats «allogènes», c'est partir du point de vue que les Helvètes, eux, n'ont pas ces problèmes d'intégration.

Il faut peut-être encore rappeler que l'obtention de la nationalité de tel ou tel Etat relève d'une énorme loterie. Ce ne sont en général nullement les capacités individuelles de l'individu qui font de lui le ressortissant d'un Etat particulier: c'est le hasard. Le hasard de son lieu de naissance, le hasard de la nationalité de ses parents, parfois le hasard d'une procédure de naturalisation plus ou moins tatillonne.

Les membres du Conseil municipal en général et les commissaires à la commission des naturalisations pourraient peut-être faire montre d'un peu d'humilité en acceptant d'abandonner leur rôle de faiseurs de Suisses.

C. La solution proposée

L'abolition de la commission des naturalisations et le transfert de l'ensemble des compétences (d'ailleurs inexistantes, j'insiste) de la Ville au Conseil administratif s'impose donc, ainsi que le permet l'article 30, alinéa 1, lettre x), de la loi sur l'administration des communes.

Je vous remercie de faire bon accueil aux textes suivants, biffant d'une part dans notre règlement les articles relatifs à la commission des naturalisations, demandant d'autre part au Conseil administratif d'exercer lui-même les compétences municipales en matière de naturalisation.

Texte 1:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 17 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
sur proposition de l'un de ses membres,

arrête:

Art. 101

Supprimer la deuxième phrase.

Art. 121

Supprimer «-commission des naturalisations».

Art. 122

Supprimer.

Titre XIII: Art. 132 à 140

Supprimer.

Texte 2

PROJET DE RÉSOLUTION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre x), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

Décide de transférer au Conseil administratif, à titre révocable, toute compétence en matière de naturalisations.

C. Rapporteur de minorité: M. Pierre Rumo.

La commission du règlement, sous la présidence de M. Daniel Pilly, a traité ce projet d'arrêté N° 378 au cours de plusieurs séances dans la période s'étendant du 16 octobre 1998 au 8 janvier 1999.

Audition de MM. René Kronstein et Cédric Schoeni

Dans sa séance du 16 octobre 1998, M. Kronstein, directeur au Département de l'intérieur, et M. Schoeni, directeur du Service des naturalisations, ont été entendus par la commission du règlement.

M. Schoeni a notamment rappelé que le projet d'arrêté avait été accepté à l'unanimité par l'Association des communes genevoises (ACG). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la loi permet également de transférer la procédure de naturalisation au Conseil administratif.

Quant à M. Kronstein, il a précisé que la loi exigeait que certaines conditions soient réunies pour qu'une naturalisation soit acceptée. Les critères légaux sont examinés avant la présentation du dossier au Conseil municipal. Si un dossier ne répond pas à ces exigences, il n'arrive même pas à ce stade.

M. Kronstein a tenu à souligner que le Conseil d'Etat était ennuyé lorsqu'il ne pouvait suivre le préavis d'un Conseil municipal, mais qu'il devait pouvoir justifier un refus.

Par ailleurs, les communes ont un droit de recours en cas de désaccord. Il faut également être conscient que près de 60% des naturalisations sont traitées sur un plan purement administratif, donc sans être soumises aux communes, et que le nombre de refus est très faible (environ 10 dossiers par année).

Audition de M. André Hediger

M. Hediger a été auditionné le 8 janvier 1999 par la commission précitée. Le conseiller administratif chargé des naturalisations a précisé que la Ville de Genève traite plus de 300 dossiers d'adultes de plus de 25 ans par année.

Personnellement, il est d'avis que la compétence concernant l'examen de ces dossiers devrait rester au Conseil municipal. Les visites chez les candidats par les élus du parlement de la Ville lui semblent importantes pour juger de leur intégration dans la vie genevoise. Il est évident que le Conseil administratif ne pourrait pas effectuer ce travail.

M. Hediger a également mentionné que les critères étaient définis par la loi. Il faut notamment que le candidat ait des connaissances de la langue française et que sa situation financière soit claire et saine.

Le Conseil administratif a indiqué qu'il était envisageable que la commission des naturalisations donne un préavis sur les dossiers et le transmette directement au Conseil administratif, sans passer par la séance plénière du Conseil municipal.

M. Hediger a aussi rappelé qu'une nouvelle loi proposée par M. Schoeni, visant à donner toutes les compétences au Conseil d'Etat dans ce domaine, avait été balayée par l'Association des communes genevoises.

Discussion et votes sur le projet d'arrêté N° 378

Un commissaire est convaincu que la procédure est compliquée et trop longue (environ 2 ans). Dans les autres pays, elle est beaucoup plus simple. De plus, les critères officiels ne sont pas ceux qui devraient motiver la décision, alors que le rapport du conseiller municipal n'a qu'une valeur informative.

Un autre commissaire est opposé à ce que le Conseil administratif prenne les décisions dans ce domaine sur préavis de la commission des naturalisations. En effet, les membres de cette dernière seraient les «serviteurs» du Conseil administratif. Par ailleurs, les autres parlementaires municipaux pourraient penser que les membres de la commission susmentionnée ont plus de pouvoir.

Un premier vote a porté sur la proposition de renvoyer purement et simplement la procédure des naturalisations au Conseil administratif.

Ce projet a donné lieu au vote suivant: 4 oui (3 S, 1 L), 4 non (2 AdG, 1 DC, 1 Ve) et 1 abstention (1 Ve).

La proposition est donc refusée. M. Grant va rédiger un rapport de minorité sur cette question.

Un commissaire propose alors de transférer la compétence principale au Conseil administratif qui prendrait les décisions sur préavis de la commission des naturalisations.

Le président indique que, en cas d'acceptation de cette proposition, tous les articles relatifs à la naturalisation devraient être supprimés du règlement du Conseil municipal. Une seule disposition devrait mentionner le renvoi de la compétence au Conseil administratif, sous réserve d'un préavis de la commission des naturalisations.

Un commissaire craint que cette façon de procéder n'incite d'autres commissions spécialisées à ne plus vouloir passer devant le plénum et que ces dernières pourraient avoir la tentation de donner directement leur avis au Conseil administratif.

Ce projet a donné lieu au vote suivant: 5 oui (3 S, 1 Ve, 1 L), 3 non (2 AdG, 1 DC) et 1 abstention (1 Ve).

Notes du rapporteur

Comme sur d'autres sujets votés récemment par la commission du règlement, il sied de remarquer qu'il n'y avait pas «foule» le vendredi 8 janvier 1999 lors des votes finaux.

Un parti (radical) n'avait aucun représentant alors que le Parti libéral, fort de 19 conseillers municipaux, n'avait qu'un seul commissaire ce jour-là.

Par ailleurs, une résolution vient d'être votée par la commission du règlement. Elle sera vraisemblablement soumise au vote du plénum en mars. Elle vise à accroître très fortement les compétences du Conseil municipal face au Conseil

administratif. Dès lors, un parti dont deux conseillers sont à la base de cette résolution n'hésite pas, dans un domaine peut-être mineur mais sensible, à augmenter les pouvoirs de l'exécutif, au détriment du législatif.

En conclusion, une minorité de la commission du règlement, formée par l'Alliance de gauche et le Parti démocrate-chrétien, estime que cette diminution des compétences du Conseil municipal n'est absolument pas opportune sur les plans politique et institutionnel. Elle vous recommande donc de rejeter la proposition susmentionnée.

Cette minorité vous recommande également de rejeter l'autre proposition visant à transférer toute la procédure des naturalisations au Conseil administratif.

M. Daniel Pilly, président de la commission du règlement (S). En tant que président de la commission, je veux juste dire que, s'il y a trois rapports, ce n'est pas parce que la commission s'est étripée, mais parce qu'elle a voulu, au fond, préparer le débat en séance plénière et qu'elle se rendait bien compte qu'il s'agissait d'une question délicate et qui concernait tous les partis. En d'autres termes, c'est pour que chacun puisse se déterminer sur l'ensemble du problème avant le vote en séance plénière qu'on a produit trois rapports présentant toutes les positions.

Quant aux votes qui interviendront à la fin de notre débat, je vous suggère de procéder de la façon suivante. Je mettrai d'abord aux voix le statu quo contre une modification, c'est-à-dire les conclusions du rapport de minorité de M. Rumo. Si le changement est accepté, nous mettrons en opposition, cette fois, le rapport de M. Marejko et celui de M. Grant. Si vous êtes d'accord avec cette façon de procéder, cela nous permettra d'y voir à peu près clair au moment où nous déciderons.

Je donne la parole aux rapporteurs, tout d'abord au rapporteur de majorité, M. Marejko.

M. Jan Marejko, rapporteur de majorité (L). J'ai eu l'occasion hier de dire que, dans mon esprit, l'idéal ce serait de revenir à des conseils municipaux qui seraient limités aux communes: Eaux-Vives, Prieuré, Sécheron, puisque notre Conseil municipal – je vais peut-être employer un adjectif qui va choquer – est hybride, dans le sens où il prétend à la fois à une stature beaucoup plus grande qu'un conseil communal normal, comme celui de Gy par exemple, petite commune de 150 personnes, sans toutefois arriver au niveau du législatif cantonal. On a retrouvé un peu cette problématique dans nos discussions en commission du règlement, parce qu'on peut, à la limite, imaginer – bien que cela me paraisse moyenâgeux – que, dans un petit Conseil municipal, lorsque la commune fait

150 habitants, on puisse juger du niveau d'intégration de X, Y ou Z, qui vient d'arriver ou qui est arrivé depuis quelques années dans la commune. Mais, au niveau de la Ville de Genève, cela nous a paru, et je crois que je traduis l'impression de la commission, strictement impossible. Il s'ensuit que, pour accepter ou refuser la candidature d'une personne à la naturalisation, la seule chose qui nous reste à faire, c'est de savoir si cette personne répond ou non à des critères. Dans mon rapport, j'ai employé l'image de l'admission dans un cinéma à 18 ans. Si on décide qu'il faut avoir 18 ans pour entrer dans un cinéma, vous regardez la pièce d'identité, vous dites oui ou non, vous ne convoquez pas un miniparlement à côté de la caisse du cinéma pour voir si vraiment, bien que la personne ait 18 ans, elle a le droit ou non d'entrer dans le cinéma.

J'ai l'impression que, quand nous siégeons au Conseil municipal, pour savoir si nous acceptons ou non une personne, le parlement devient, selon un mot qu'on attribue à M^{me} Martine Brunschwig Graf, le lieu de toutes les impuissances. J'ai déjà en général l'impression d'être relativement impuissant dans ce Conseil municipal, mais, lors des séances de naturalisation, mon sentiment d'impuissance tourne au sentiment de castration. (*Rires.*) Je trouve cet exercice tout à fait vain, d'autant plus, comme je l'ai dit, qu'il y a des critères précis et que cela devient un peu inquisiteur de savoir si vraiment la personne a le droit de devenir suisse ou non, alors qu'elle remplit toutes les conditions. Je me souviens en particulier de quelqu'un qui disait d'un candidat à la naturalisation: «Oui, mais quand je suis entré dans son appartement il m'a donné l'impression d'être «lepeniste.» On pourrait dire le contraire; par exemple, une personne de droite aurait le droit de dire: «Mais, quand je suis entré chez lui, j'ai eu l'impression qu'il était d'extrême gauche.» Comme si cela pouvait être pris en considération!

Quant à moi, j'ai un problème d'identité politique, vous vous en rendez compte, puisque je suis parfaitement d'accord avec le rapport de M. Grant, qui consiste à dire: «Supprimons les procédures de naturalisation et déléguons cette responsabilité au Conseil administratif qui est tout à fait qualifié pour le faire.»

M. Philip Grant, rapporteur de minorité (S). Monsieur le président, je crois que nous avons un débat assez long devant nous, vous me permettez donc d'essayer de résumer deux ou trois principes importants en matière de naturalisation, telle qu'on la connaît en Suisse. Je crois que cela est nécessaire pour la suite du débat.

Pour devenir suisse, le candidat doit passer par trois niveaux. La nationalité suisse est en effet octroyée tant par la Confédération que par le canton et la commune. C'est pour cela que nous, en tant que représentants du Conseil municipal, nous allons, en tout cas jusqu'à maintenant, rencontrer les candidats pour préavi-

ser, pour donner l'avis de la commune. Une enquête se fait également au niveau cantonal et au niveau fédéral; en fait, cela s'effectue en sens inverse. C'est d'abord la Confédération qui donne l'autorisation de naturaliser, puis c'est au canton et à la commune d'agir.

Je crois qu'il est important de répéter cela, parce que chacun de ces niveaux de décision a la possibilité – je le mets dans mon rapport – de fixer ses propres conditions. Les conditions que la Confédération fixe sont minimales; il suffit, entre autres, de résider en Suisse depuis douze ans, de ne pas avoir assassiné belle-mère et grand-père, etc., pour obtenir l'autorisation fédérale. Ensuite, le dossier revient au canton, qui a la possibilité de rajouter des conditions supplémentaires. A Genève, selon la loi sur la naturalisation, des conditions supplémentaires stipulent que le candidat doit être intégré dans la vie genevoise, qu'il doit respecter la déclaration des droits de la constitution, etc. Ensuite, si le droit cantonal le permet, les communes ont la possibilité d'ajouter des conditions supplémentaires. C'est ainsi que, dans certaines communes, on demande que le candidat ait résidé cinq ans, dix ans, quinze ans dans la commune, qu'il maîtrise parfaitement le suisse-allemand, et on peut encore ajouter d'autres conditions.

A Genève, il s'avère que les communes ne fixent aucune condition supplémentaire, si bien que les commissaires de la commission des naturalisations, lorsqu'ils vont rencontrer les candidats, doivent simplement vérifier une deuxième fois si les conditions fixées par le canton sont remplies. Moi, je trouve cela relativement absurde. On a beaucoup parlé, lors de la présente campagne électorale, de la lutte contre les doublons. Dans le cas cité plus haut, on vous offre sur un plateau un de ces fameux doublons. Le travail de la commission des naturalisations est un travail passionnant pour les membres de cette commission – j'en fais partie et j'avoue que j'ai beaucoup de plaisir à aller rencontrer les candidats – mais tout à fait inutile.

Pourquoi alors changer le règlement sur la naturalisation, puisqu'on a le choix entre le statu quo et le changement? M. Marejko l'a expliqué: il faut changer ce règlement parce que le Conseil municipal, finalement, ne sert à rien dans ce domaine, qu'il a un sentiment d'impuissance, et je le partage, notamment quand on est ici pour voter sur la naturalisation de candidats qu'on ne connaît pas, biffer des noms sur une liste... moi, je veux bien, mais l'exercice est assez peu gratifiant. S'il faut changer, reste à savoir comment. Il y a la proposition de garder la commission des naturalisations, qui pourrait préavisier et renvoyer les dossiers au Conseil administratif, et il y a la proposition qui est la mienne, d'abolir tout simplement cette commission et de renvoyer tous les dossiers au Conseil administratif.

Il y a plusieurs arguments pour renvoyer l'ensemble de la procédure au Conseil administratif. Tout d'abord, je l'ai dit, la commission des naturalisations

est inutile; c'est le premier argument, et je pense que c'est l'argument principal. Deuxièmement, le Conseil administratif a la compétence de naturaliser. Je vous rappelle qu'il s'occupe déjà de la naturalisation de tous les étrangers de moins de 25 ans, or, rien ne l'empêcherait d'élargir sa compétence et de s'occuper des étrangers de plus de 25 ans. Il ne semble pas rencontrer de problèmes particuliers lorsqu'il doit traiter des dossiers de jeunes naturalisés. Cela ne me semble, malgré une éventuelle augmentation de travail, pas un effort énorme de la part du Conseil administratif.

Le transfert de la procédure de naturalisation représente également un gain de temps pour les candidats. La procédure, vous le savez, est longue, un peu policière, elle dure entre deux ans et deux ans et demi, parfois trois ans, et le passage par la commission des naturalisations augmente, certes pas énormément, mais augmente quand même de deux, trois ou quatre mois la durée de la procédure. Pour des gens qui attendent depuis deux ans en tout cas leur naturalisation, c'est une étape qu'on peut leur éviter. Un autre argument, c'est que cela engendre des frais, il faut qu'on se réunisse à chaque fois au Conseil municipal, payer les commissaires en jetons de présence et rémunérer les rapports. Moi, je serais alors pour utiliser cet argent à d'autres fins, par exemple pour la politique d'intégration des étrangers en ville de Genève. Je n'y verrais pas d'inconvénients.

Enfin, d'aucuns nous diront que la commission des naturalisations arrive, dans certains cas, à débusquer les personnes qui auraient indûment passé entre les mailles du filet, tant fédéral que des examinateurs cantonaux. Je dis franchement que, si, sur l'ensemble des candidats, il y en a par année deux ou trois qui se font naturaliser alors qu'ils ne maîtrisent pas le français, cela ne me pose strictement aucun problème. Moi-même, je suis devenu suisse sans qu'on m'ait demandé quoi que ce soit; il y a dans cette enceinte des gens qui ont un superbe accent, suisse allemand, hongrois ou autre, et je trouve cela adorable. Si certaines personnes ne maîtrisent pas totalement le français, cela ne me dérange pas forcément; il me suffit qu'ils habitent déjà en Suisse depuis douze ans ou plus.

Pour résumer, parce que cette commission des naturalisations est certes intéressante, mais totalement inutile, parce que la procédure actuelle fait durer une attente qui est déjà suffisamment longue, parce que nous avons affaire à un cas typique de doublon que nous pourrions éviter, parce que le Conseil administratif a toutes les compétences pour se charger des naturalisations, je vous propose de voter, dans un premier temps, pour le changement et, dans un deuxième temps, pour le renvoi de l'ensemble de la procédure au Conseil administratif.

M. Pierre Rumo, rapporteur de minorité (AdG). J'ai la redoutable tâche de devoir plaider pour le statu quo et, donc, le maintien de la procédure actuelle, soit

le maintien d'une commission des naturalisations et du vote en plénum pour les candidats à la naturalisation. Il est vrai que je peux partager certains des arguments évoqués, d'une part, dans le rapport de majorité de M. Marejko, d'autre part, surtout, dans le rapport de minorité de M. Grant. Malgré tout, il ne me semble pas inutile de garder la situation actuelle, de garder le statu quo en matière de naturalisation.

D'abord, il me semble que M. Marejko nous donne un exemple un peu trop facile en faisant la comparaison avec la limite d'âge au cinéma: soit on a l'âge ou pas pour entrer dans une salle de cinéma, soit on correspond ou pas aux critères pour devenir suisse. En effet, dans les critères mentionnés dans la loi sur la naturalisation, il y a quand même un ou deux critères qui sont suggestifs, notamment la question d'intégration et d'adaptation au mode de vie helvétique. Même si je ne suis pas un redoutable conservateur dans cette matière, il me semble, malgré tout, que ces notions d'intégration et d'adaptation au mode de vie helvétique ne correspondent quand même pas tout à fait au fait de savoir si on a ou pas l'âge pour entrer dans une salle de cinéma. La comparaison me paraît quelque peu spécieuse.

Concernant la procédure de naturalisation évoquée par M. Grant dans son rapport, il me semble également qu'on a affaire à une caricature de la manière dont procèdent les commissaires en matière de naturalisation, et notamment lorsque M. Grant pense que nous voulons garder le statu quo uniquement pour des questions de jetons de présence. Il me semble que la majeure partie des gens qui veulent garder la situation actuelle en matière de naturalisation ne le font pas pour les jetons de présence, que ce soit dans la commission des naturalisations ou en plénum.

Par ailleurs – et cela me semble le point principal – on ne peut pas dire que le travail d'un fonctionnaire et d'un conseiller municipal soit tout à fait le même. Il me semble qu'il n'est pas inutile qu'un futur citoyen suisse reçoive la visite d'un conseiller municipal et que ce n'est pas tout à fait la même chose de recevoir la visite d'un fonctionnaire du Service cantonal des naturalisations et celle d'un représentant du législatif de la Ville de Genève.

Il me semble également un peu spécieux, à l'heure où on veut accroître le pouvoir du Conseil municipal, de déléguer cette tâche au Conseil administratif (*M^{me} Burnand et M. Vaissade discutent sur le pas de porte de la salle des pas perdus*), Conseil administratif qui a l'air, du reste, très largement intéressé par cette question et par la récupération de cette tâche, puisque aucun de ses membres ne daigne écouter la discussion à ce sujet. Il me semble malgré tout important que le Conseil municipal traite encore les questions de naturalisation. Le temps consacré par le Conseil municipal, mentionné dans le rapport de M. Grant, c'est-à-dire trois mois, ne me semble pas la période la plus longue dans la procédure de natu-

ralisation. Il est vrai que la procédure pourrait être beaucoup plus rapide en amont, donc soit au niveau fédéral, soit au niveau cantonal, mais il ne me semble pas que ce soit au niveau municipal que l'on prenne le plus de temps.

Quand M. Grant a évoqué les dossiers délicats, il a donné l'exemple de gens qui ne parlent pas bien le français. Je pense que ce n'est pas tellement ce genre de dossiers qui sont délicats, au contraire, ces dossiers-là ne me gênent absolument pas. Lors de la dernière séance de naturalisation, j'ai trouvé grotesque l'intervention d'une ou deux personnes à propos de la langue parlée par une candidate. En revanche, quatre-vingts conseillers municipaux, cela forme quand même une partie importante de la population genevoise et ceux-ci peuvent, de temps en temps, débusquer des dossiers délicats, soit en matière pénale, soit en matière financière et, pour cette raison, il ne me semble pas inutile de laisser le Conseil municipal traiter les questions de naturalisation. Par conséquent, je vous demanderais de garder le statu quo et d'accepter les conclusions de mon rapport de minorité.

Premier débat

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Compétences communales et autorités cantonales sont donc sur le tapis. Le rapport de majorité a l'avantage de mettre en relief cette ambiguïté. Le Conseil municipal, selon le rapport de majorité, joue son rôle s'il transmet au Conseil administratif un préavis dont ce dernier doit tenir compte. Cela est simple, logique, à moindre coût et respecte une procédure qui nous tient très à cœur, à nous, démocrates-chrétiens, qui est valorisante pour les futurs naturalisés, puisque la commission peut y remplir un rôle – qu'elle remplit déjà maintenant, mais qu'elle peut continuer à remplir – qui est un rôle essentiel de relation civique. C'est pourquoi le PDC vous invite à voter le rapport de majorité.

M. Guy Valance (AdG). Je prends la parole parce que j'ai participé à cette commission des naturalisations pendant près d'une année et je dois vous avouer, Mesdames et Messieurs, que j'y ai été très malheureux. Je ne suis pas un adepte de la chasse au doublon, mais plutôt de la chasse aux archaïsmes. En l'occurrence, j'ai l'impression que les deux conditions sont réunies: cette commission des naturalisations est un doublon de ce qui se fait sur le plan cantonal et, naturellement, un archaïsme complet. Elle est inutilement fouineuse, parfois caricaturale et laisse souvent libre cours à des mouvements d'humeur passablement régressifs, à de petites manifestations d'autoritarisme vengeur, voire à la griserie d'un pouvoir malsain.

Sur le fond, est-ce bien la tâche d'un élu du peuple de s'ériger en juge sur des bases totalement subjectives? Je ne le pense pas. Il s'agit tout simplement d'un abus de pouvoir. Je vous invite donc, Mesdames et Messieurs, à soutenir le rapport de M. Grant et à supprimer au plus vite cet archaïsme qu'est la commission des naturalisations.

M. René Grand (S). En fait, le rapport de majorité est un compromis typiquement helvétique: ni pour, ni contre, bien au contraire, et comme c'est moi qui l'avais proposé, puisque le rapport de minorité de mon collègue Grant avait été refusé, il est vrai qu'on peut choisir de voter pour le rapport de majorité. Mais c'est un choix qui est un non-choix, même si le statu quo pourrait plaire à bien des collègues. Le choix, ce soir, doit être clair. Vote-t-on le confort des requérants qui désirent avoir la nationalité suisse ou le confort et le plaisir des conseillers municipaux? La question est assez claire. Comme vous tous dans cette enceinte, j'ai beaucoup de plaisir à tenir le rôle de conseiller municipal, mais ce qui me surprend et me scandalise même, c'est qu'en séance plénière, quand le président de la commission des naturalisations dit qu'il n'y a rien, personne ne pose de question; ensuite, on constate cependant que des noms sont barrés sur les listes de naturalisation parce qu'il y a des consonances qui ne ressemblent pas du tout à des consonances habituellement romandes, francophones ou alémaniques. Il y a donc déjà à ce niveau un petit jeu qui me déplaît souverainement. Sur quelles bases un conseiller municipal va-t-il juger une personne apte à devenir suisse ou pas? Il me semble que cela est totalement subjectif et que nous n'avons pas de critères pour nous déterminer; nous avons dû en rappeler quelques-uns à la commission des naturalisations et il est vrai qu'en commission chacun peut amener ses propres critères.

Dans le cas présent, nous avons – comme cela a été dit à diverses reprises – un doublon à supprimer. Je ne crois pas que les gens qui demandent la nationalité vont avoir le culot de nous dire: «Ecoutez, vous me cassez les pieds, vous, les conseillers municipaux.» Au contraire, ils sont tout sourire. A vous qui avez vu le film avec Emil sur le plaisir de devenir suisse, je dirai que nous devons arrêter ce cinéma!

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). J'ai eu l'honneur et l'avantage d'être présidente de la commission des naturalisations, il y a trois ans, et je ne laisserai pas dire qu'il y a un dérapage par rapport au pouvoir que l'on peut avoir lorsque, en tant que commissaire, on rencontre des candidats à la naturalisation. Je pense qu'en l'occurrence les conseillers municipaux font preuve d'un très grand respect. Cela dépend de nous qu'il y ait un regard inquisiteur ou pas.

Nous sommes aussi une assemblée composite, et le fait même d'être composite pose des limites. Le fait qu'on puisse aussi penser différemment empêche de dérapier et c'est une très bonne chose. C'est aussi témoigner de l'intérêt aux gens qui vont devenir suisses que de pouvoir leur attacher de l'importance et de passer du temps avec eux. Je pense que ceux-ci vivent très bien cette expérience, lorsque nous, nous avons cet état d'esprit.

Ensuite, au sujet du film «Les Faiseurs de Suisses», mentionné par M. Grand, qui, effectivement, mettait en exergue certains abus, je vous signale que ce ne sont pas des conseillers municipaux qui vont rencontrer la personne qui désire devenir suisse mais des fonctionnaires. Tout en faisant confiance à nos collègues fonctionnaires, puisqu'on nous fait suffisamment confiance pour d'autres sujets à débattre, d'autres objets à défendre, je pense que nous avons tout à fait les compétences humaines pour pouvoir rencontrer des gens et restituer l'essentiel de ces rencontres à une commission suffisamment représentative de toutes les tendances de ce Conseil municipal pour que nous puissions être le plus objectifs possible en notre âme et conscience.

M^{me} Hélène Ecuyer (AdG). Pour ma part, je ne trouve pas que la commission des naturalisations constitue un doublon par rapport au travail des fonctionnaires. Ces derniers aussi peuvent être subjectifs. Il m'est arrivé de faire partie de la commission des naturalisations à de nombreuses reprises et j'ai pu constater que, parfois, le préavis des fonctionnaires était plutôt négatif, alors qu'il n'avait pas lieu de l'être. Des fonctionnaires ont fait des remarques telles que: «Un enfant de 14 ans est indiscipliné à l'école.» Cela n'a absolument rien à faire dans un rapport sur une naturalisation. Une autre fois, un candidat avait été considéré comme parlant mal le français, simplement parce qu'il avait un défaut de prononciation. Peut-on laisser passer ce genre de choses et dire qu'on fait confiance aux fonctionnaires, alors qu'eux aussi peuvent avoir des sautes d'humeur, s'être levés du pied gauche et voir les candidats de manière différente à cause de cela?

Je trouve qu'il est important qu'il y ait un autre contact, un autre point de vue, une autre personne pour discuter avec les candidats et arriver à un point de vue qui peut être totalement différent de celui du fonctionnaire. Je pense que les candidats ont intérêt à rencontrer une personne de plus, parce que, jusqu'au moment où nous allons les rencontrer, ils ne voient que des fonctionnaires qui font cela comme un travail, presque à la chaîne à certains moments, et même, parfois, qui le font par téléphone.

M. Gilbert Mouron (R). En qualité de président de l'actuelle commission des naturalisations, j'ai quelques observations à faire. J'espère que, dans la com-

mission qui était en charge de l'objet traité, il y avait suffisamment de personnes et de conseillers qui ont siégé dans la commission des naturalisations pour avoir des avis compétents.

Les propos de M^{me} von Arx tout à l'heure, comme ceux de M^{me} Ecuyer, ne sont pas dénués de fondement et, en plus, ils sont tout à fait réalistes, car les nouveaux citoyens doivent être acceptés, reconnus par la commune. La commune, c'est avant tout le peuple de cette commune, et les nouveaux citoyens doivent être en contact avec ce peuple de la commune, au frottement de celui-ci; ils doivent être assimilés. Autrement dit, j'estime qu'il est tout à fait convenable et nécessaire qu'un conseiller municipal prenne contact avec un futur citoyen, et cela n'est pas une partie administrative. M^{me} Ecuyer l'a relevé, c'est vrai, nous avons maintenant des dossiers de candidats à la naturalisation qui ont été «auditionnés» par téléphone par un responsable de l'administration du canton. Comment voulez-vous qu'ensuite cette personne puisse dire qu'elle a été reconnue, quand un simple coup de téléphone a suffi pour établir un rapport? C'est inconvenant.

Je crois qu'il est nécessaire que la commune soit responsable de ces nouveaux administrés et, pour ce faire, il y a lieu de ne pas accepter de déléguer cette compétence au Conseil administratif, de ne pas accepter de supprimer une commission des naturalisations qui est l'émanation du peuple. La population veut avoir le reflet de ces nouveaux citoyens et nous en délègue la responsabilité. C'est d'ailleurs pour cela qu'on a un quorum spécial pour siéger en Conseil municipal lors des naturalisations. C'est une responsabilité importante, à mon avis, d'avoir à accepter ou pas de nouveaux citoyens, tout aussi importante que de prendre ses responsabilités au niveau du budget.

Je ne sais pas pourquoi, ici, tout à coup, on considère que cela est banal parce que, de temps en temps, on a quelqu'un pour qui les conditions sont tout à fait probantes pour qu'il devienne citoyen rapidement. Il y a probablement quelque chose à changer dans l'administration de la commission, mais je crois qu'on doit faire attention, car, tout récemment encore, un de nos commissaires – qui n'était pas des bancs de l'Entente, qui n'était pas des bancs de l'extrême de quelque parti que ce soit – a reconnu avoir vu un candidat qui ne savait pas parler le français, ni même une autre langue nationale. Comment voulez-vous que cette personne puisse être assimilée dans une commune suisse romande, être en harmonie avec la population et avec ce qui s'y passe? Nous ne sommes pas ici dans une commune où nous voulons simplement faire de la charité, nous voulons établir un équilibre avec les nouveaux citoyens; il y a donc des éléments à reconnaître.

Je vous demande, Mesdames et Messieurs, de ne pas accepter le vote qui vous sera proposé ce soir, car accepter équivaldrait à renoncer à nos qualités. Le groupe radical refuse de donner la qualification au Conseil administratif pour ce

faire et refuse de supprimer la commission des naturalisations. Autrement dit, il s'opposera aux trois rapports. Il propose le maintien de la situation actuelle, avec des modifications au sein de la structure de la commission.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Entre les différentes collectivités municipale et cantonale, il existe des doublons inutiles et, dans le cas que nous traitons, il s'agit vraiment d'un doublon inutile et facile à éliminer. Je vous assure que, lorsqu'on veut discuter de ces doublons d'une manière beaucoup plus générale, mais qui touche la masse salariale, c'est un problème. Dans ce cas-là, cela ne tient qu'aux jetons de présence des conseillers municipaux; c'est donc un doublon facile à éliminer.

Mesdames et Messieurs, il faut absolument voter le rapport de minorité de Philip Grant; le Conseil administratif ira ainsi dans un sens où on pourra discuter d'une meilleure répartition des tâches entre le canton et la commune.

M. Michel Ducret (R). La proposition de MM. Perler, Grant, Grand et Valance, qui consiste à renoncer à une compétence politique des communes au profit des fonctionnaires, est quelque peu curieuse quand on entend les développements qu'ils font auprès du Conseil municipal. En effet, ils proposent de rentrer complètement dans le scénario du fameux film «Les Faiseurs de Suisses». Et je peux vous dire que, expérience faite, les fonctionnaires du Service cantonal des naturalisations ne travaillent pas de manière très sûre. Ils ont des excuses à cela, car ils ne sont pas assez nombreux par rapport au nombre de dossiers qu'ils doivent traiter. L'expérience a toutefois montré que les commissaires de notre municipalité ont souvent affaire à des adresses erronées, à des requérants que votre serviteur, par exemple, a fini par retrouver lui-même après une longue enquête et de longues recherches auprès de parents de la personne ou à des requérants décédés ou encore à des candidats jugés admissibles, alors qu'ils ne parlent simplement pas un mot de français ou d'une autre langue nationale, ce qui est totalement contraire à la loi et aussi au simple bon sens. En fait, après enquête, on s'aperçoit, par exemple, que les enquêteurs du Service cantonal n'ont eu que des contacts téléphoniques avec un parent du requérant.

Mesdames et Messieurs, en l'occurrence, il n'y a pas de doublon. Le contact des conseillers municipaux avec les candidats est le seul contrôle réel actuellement, surtout dans le nouveau cadre légal qui nous est imposé à ce sujet, permettant de vérifier si les candidats remplissent les conditions légales fixées par la loi cantonale, cela avec une souplesse d'appréciation que les fonctionnaires ne pourront jamais avoir. Si on supprime ce contrôle, il faudrait alors, pour que règne une certaine égalité de traitement à l'égard des candidats à la naturalisation, que le

Service cantonal augmente considérablement ses effectifs, ce qui n'est pas vraiment souhaitable lorsqu'on souhaite, d'autre part, diminuer la dépense globale de la fonction publique.

Le vrai problème dont nous devrions débattre ce soir, c'est que le Grand Conseil a modifié la loi sur la naturalisation en plongeant les communes dans une situation impossible. En fait, il faut changer d'urgence cette loi et non notre fonctionnement, qui a donné satisfaction pendant de nombreuses années.

M. Pierre Reichenbach (L). Je ne voulais pas intervenir, mais j'ai quand même une petite réflexion à vous faire. Membre du Conseil municipal depuis vingt ans maintenant, je constate qu'il y a toujours eu des problèmes récurrents concernant les nouveaux naturalisés, la commission des naturalisations, le travail bâclé, bref concernant un ensemble de problèmes directement liés entre eux, même à huis clos! Je dirai simplement la chose suivante. Nous, conseillers municipaux, nous nous devons d'accueillir le nouveau naturalisé d'une façon conviviale. Et c'est là que le bât blesse, parce que nous devenons intolérants, nous perdons notre convivialité, voire parfois même notre éthique. «Big» Genève! On veut refroidir les relations avec les futurs naturalisés, mais, moi, je vous dis non! Je vous dis non parce que je ne pense pas que c'est un doublon, je pense que c'est un droit et un devoir pour un conseiller municipal de s'inquiéter des futurs concitoyens que l'on doit avoir, pas uniquement pour les élections, mais pour un contact humain.

On peut même, dans le cadre de cette réflexion, donner des informations très utiles à ce candidat qui deviendra suisse. On peut discuter avec lui pour lui montrer que Genève ce n'est pas uniquement de la froideur, mais que cela peut aussi être de l'objectivité quand on veut accueillir quelqu'un. Quant à moi, quand je vais prendre un verre avec des nouveaux naturalisés, je n'ai pas le porte-monnaie en peau de hérisson; c'est avec le cœur que je les accueille et je tiens à ce que cette tâche, qui est dévolue au Conseil municipal, continue. Je dirai même que, quand on parle de doublon, on parle aussi pognon! Eh bien, je serais prêt à abandonner mes jetons de présence pour que la commission des naturalisations puisse continuer à faire son travail!

M. Georges Queloz (L). Si j'ai signé aussi le projet d'arrêté N° 378, c'est que j'étais membre du bureau. Je crois qu'on se trompe de débat et qu'il faudrait peut-être renvoyer ce projet d'arrêté en commission, parce que la question n'est pas de supprimer ou pas la commission des naturalisations, la question est de mettre le règlement en conformité avec la LAC, c'est-à-dire la Loi sur l'administration des communes.

Aucune des propositions présentées ce soir ne nous permettra de régler cela. Avec le statu quo, on ne pourra pas régler le problème qu'on avait, qui était lié au vote secret et, en même temps, au fait de devoir justifier les raisons du refus. Comment voulez-vous, sur un vote secret, justifier un refus? Aussi avons-nous envoyé ce projet d'arrêté à la commission du règlement pour adapter le règlement. Cela veut dire qu'on ne devrait plus, lors du vote au sujet des naturalisations, poser la question: «Est-ce qu'on accepte tel et tel candidat?», mais: «Est-ce que ce motif, pour vous, justifie le refus?»

Le président. Je suis bien conscient de la difficulté. Effectivement, les choses ont dévié en commission. La commission a été saisie d'un projet d'arrêté qui permettait effectivement, Monsieur Queloz, de répondre à la question que vous venez de formuler. Ensuite, la commission a fait preuve de créativité et a proposé, en guise de solution, de supprimer toute la procédure. C'est la majorité de la commission qui décide, d'où le rapport actuel et le vote qu'on va avoir tout à l'heure.

M. Jan Marejko, rapporteur de majorité (L). Si nous avons décidé de supprimer la commission des naturalisations, c'est précisément parce que nous avons discuté abondamment de ce que vient d'évoquer M. Queloz et que nous nous sommes rendu compte que, à partir du huis clos, et surtout – comme je le dis dans mon rapport – à partir d'une procédure démocratique, on n'arrive pas à une solution satisfaisante.

Moi-même, j'ai été dans la commission des naturalisations et je suis d'accord avec M^{me} von Arx et, en partie, avec M. Mouron. C'est quelque chose de très sympathique. Toutefois, voyez comme le débat a dérapé. M. Reichenbach vient de nous dire que la fonction de la commission des naturalisations est d'intégrer les étrangers. C'est vrai qu'il peut y avoir une part d'intégration, mais, si les pauvres étrangers doivent compter sur les membres de la commission des naturalisations pour se sentir intégrés, il faudra peut-être voter des subsides supplémentaires pour que, chaque mois, on invite des candidats à la naturalisation à aller boire un verre. On les invitera peut-être aussi au Grand Théâtre avec nos tickets gratuits. Vous voyez à quel point, à partir de cette question, on dérape très facilement.

J'aimerais quand même faire observer que mon rapport est peut-être un peu ambigu parce que je dis: «En conclusion, la commission s'est engagée dans une procédure de vote tortueuse, puisqu'elle a d'abord accepté la proposition de confier la procédure au Conseil administratif par 4 oui contre 3 non.» Ce vote montre qu'il y avait peu de commissaires en séance. Je lis encore: «Mais, ensuite, sur la base d'une remarque d'un commissaire disant qu'il y avait eu 8 oppositions (contre 6 acceptations) sur cette proposition lors d'un premier vote où plus de

commissaires participaient à la séance, un deuxième vote a lieu sur le renvoi pur et simple de la procédure au Conseil administratif.» Lors de ce deuxième vote, on a 4 oui, 4 non et 1 abstention, ce qui conduit au refus de la proposition. Il y a eu une procédure bizarre à ce jour, je ne saisis pas très bien moi-même pourquoi. Je voulais en fait répondre à M. Mouron – qui n'est plus là – que nous avons discuté de cela à fond.

J'aimerais dire encore deux ou trois choses. Excusez-moi d'être un peu long. J'ai l'impression que cette procédure est héritée d'une époque où on voulait véritablement un filtrage des étrangers avant qu'ils puissent rentrer dans l'immaculée Helvétie. Vous savez combien ce mythe nous a probablement été utile pendant quelques décennies, mais à quel point il est devenu contreproductif dans les dix dernières années – je crois que vous voyez à quoi je fais allusion. Il y a d'abord cette première raison qui tient à la mythologie du pays, qui me semble obsolète aujourd'hui, et qui me semble non seulement obsolète mais contreproductive.

La deuxième chose concerne la perte de pouvoir évoquée tout à l'heure par M. Rumo; M. Rumo que je vois assis à côté de M. Valance, ce qui me donne l'occasion de féliciter M. Valance de sa formule, «la griserie d'un pouvoir malsain», qui m'a beaucoup frappé. J'ai envie de vous dire, Monsieur Rumo, que, précisément, nous n'avons pas de pouvoir, puisqu'il semble y avoir un certain consensus sur le fait que nous vivons une période d'impuissance épouvantable, en tout cas en séance plénière et à huis clos. Je le répète encore une fois, cela ne concerne pas du tout la commission à laquelle j'ai eu beaucoup de plaisir à participer avec M^{me} von Arx, car moi aussi j'aime les contacts avec les étrangers; mais, en séance plénière, on a l'impression que peut s'exercer un pouvoir malsain par des coups de crayon sur des noms étrangers – chose dont j'ai moi-même à souffrir. On ne garde donc pas son pouvoir en discutant de choses sur lesquelles on n'a pas de pouvoir. On garde son pouvoir en se concentrant sur les choses par rapport auxquelles on peut, effectivement, exercer du pouvoir. Je suis convaincu que, en tout cas en séance plénière, nous n'avons pas de pouvoir.

La troisième chose intéressante est que nous sommes dans une situation unique. On l'a dit, cette question, vous le voyez maintenant, traverse tous les partis; ce n'est pas une question idéologique. Essayons donc de viser pour une fois l'efficacité, surtout en période de crise budgétaire. D'autre part, et les libéraux ont beaucoup insisté sur ce point et je vois que nous sommes d'accord avec plusieurs d'entre vous dans cette salle, il y a sans aucun doute un doublon. Pour une fois que nous en trouvons un, cela ne nous coûtera pratiquement rien, simplement nous allons perdre quelques jetons de présence et nous pourrions montrer par là à la population quelle grandeur d'âme nous avons, à quel point nous sommes prêts à faire des sacrifices et à quel point nous voulons rendre l'administration municipale plus efficace.

Je vous invite à suivre la proposition de M. Grant, qui était la mienne à l'origine, mais qui semble un peu déformée à partir de la fin de mon rapport dont j'ai évoqué tout à l'heure les ambiguïtés. Je vous invite donc à voter pour le renvoi au Conseil administratif des procédures de naturalisation. De toute façon, puisque jusqu'à 25 ans les naturalisations passent par le Conseil administratif, je ne vois pas ce qu'on gagne à les faire basculer du côté du Conseil municipal à partir de 25 ans; ce sont des personnes majeures à partir de 25 ans.

M. Philip Grant, rapporteur de minorité (S). Je vais rebondir sur les propos de M. Marejko, sur les derniers qu'il a tenus. Certaines personnes ici osent dire que, quand les fonctionnaires sont chargés de naturaliser, les gens naturalisés sont de mauvais Suisses, parce qu'on sait bien que les fonctionnaires bâclent leur travail, qu'ils ne sont pas sympathiques, qu'ils sont froids, etc. Mais, jusqu'à maintenant, tous les naturalisés de moins de 25 ans n'ont pas été visités par les conseillers municipaux, par les représentants du peuple et, je suis désolé de le dire, cela fait des Suisses aussi bons que les autres. D'ailleurs, quand vous vous présentez chez le candidat à la naturalisation, vous n'avez pas un badge sur la tête disant: «Je suis un représentant du peuple. Je suis un fonctionnaire.» De toute façon, la plupart du temps, les personnes ne comprennent pas la différence, qu'on ait ou pas les graphiques de M. Mouron à l'appui, ils ne comprennent pas, dans la moitié des cas, ce qu'est un conseiller municipal et ce qu'est un conseiller administratif; c'est extrêmement flou pour eux.

Je pense que la plupart des réactions négatives dans la salle sont dues au fait que, Mesdames et Messieurs – il faut que vous l'avouiez – vous avez une certaine fierté à être faiseurs de suisses et que cela vous fait mal qu'on puisse vous retirer cette fierté et ce rôle.

On a dit que les conseillers municipaux pouvaient être efficaces, parce qu'il leur arrivait de débusquer tout à coup des affaires pénales que les fonctionnaires, eux, n'auraient pas vues. Cet argument est un peu ridicule. Je ne pense pas que le candidat à la naturalisation, devant le sourire ravageur de M^e Rumo, va tout à coup lui ouvrir son placard en montrant les cadavres qu'il a planqués. C'est un peu ridicule.

Enfin, cette commission, Mesdames et Messieurs, pourrait se justifier, avoir une certaine efficacité si la Ville de Genève fixait des conditions qu'elle aimerait que les candidats remplissent pour leur donner la citoyenneté genevoise. Ce n'est pas le cas, car la commission n'a pas comme but de vérifier que le candidat remplit les conditions fixées par la Ville de Genève pour devenir genevois, elle doit simplement vérifier que les conditions cantonales sont remplies, mais cela a déjà été fait. Si, par exemple, la commission devait aller vérifier que les conditions

que la Ville fixerait pour deviner la date du bourgeonnement du premier marronnier sur la Treille ou pour bien chanter le «Cé qu'è lainô» sont remplies, on aurait une certaine compétence, un rôle à jouer. En l'occurrence, ce n'est pas le cas, on vérifie les conditions que le canton veut qu'on vérifie et qui ont déjà été vérifiées par les fonctionnaire cantonaux. Ce travail ne sert donc à rien.

Le président. Mesdames et Messieurs, tout a été très largement dit, mais, enfin, il y a encore des gens qui pensent devoir s'exprimer. Monsieur Breguet.

M. Georges Breguet (Ve). Monsieur le président, je tiens quand même à m'exprimer, car la solution médiane, dont on a parlé au début des interventions, n'a pas vraiment été défendue dans la suite du débat. Personnellement, comme c'est la voie que nous avons suivie en commission, j'aimerais vous représenter cette possibilité. Cette possibilité consiste simplement à garder le travail de la commission, mais que le rapport, qui ne porte que sur les cinq critères définis par la nouvelle loi sur la naturalisation, finisse sur le bureau du Conseil administratif qui, lui, prendra la décision finale, car le problème posé par la nouvelle loi est, entre autres, le problème du vote et il ne sera pas résolu par le statu quo. Nous ne sommes pas au bout de nos peines si nous devons voter avec disparition du huis clos et nous devons même, dans certains cas, voter sur les cinq critères s'il y a des conditions de refus, ce qui paraît complètement impossible.

J'aimerais quand même ajouter un point, un point dont on a déjà parlé ce soir mais sur lequel j'aimerais encore insister. La loi impose aux candidats d'avoir dix ans de résidence en Suisse. Je trouve incroyable qu'à ces dix ans on ajoute encore deux ans de procédure administrative. Ce temps de douze ans est un des plus élevés d'Europe et je pense qu'on doit tout faire pour qu'il soit réduit. A notre niveau, nous ne pouvons pas modifier la loi, mais nous pouvons réduire la procédure administrative, et c'est pour cela que je vous propose, puisqu'on tient tellement au travail de la commission, de garder celle-ci et de renvoyer le dossier au Conseil administratif.

M. Pierre-Charles George (R). M. Marejko vient de nous faire, avec brio, un exposé comme il sait le faire, mais qui ne vaut pas un rond, parce qu'il est lui-même naturalisé suisse et il devrait être heureux de l'être. Moi, si je devais vous naturaliser, Monsieur Marejko, je dirais aujourd'hui que vous n'êtes pas du tout acclimaté à notre mode de vie. Je suis là et je vous demande instamment... (*Geste de M. Tornare.*) Monsieur Tornare, vous avez beau faire cela, vous cherchez des électeurs, alors cela suffit!

Je vous rappelle que c'est la gauche, qui aujourd'hui prône l'arrêt des naturalisations en Conseil municipal, qui est souvent la plus sévère, quand on voit les refus qui ont été émis dernièrement par le plénum. La visite d'un conseiller municipal est une chose essentielle pour les candidats à la naturalisation et, pour M. Marejko, je crois qu'il aurait fallu trois conseillers municipaux pour se rendre compte de ce qu'il était.

Le président. Monsieur George, il faut un peu mesurer vos propos à l'égard d'un de vos collègues, s'il vous plaît.

M. Pierre-Charles George. Mais il peut m'attaquer, s'il le veut, je suis prêt à me défendre, Monsieur le président.

Le président. Cela devient indécent, Monsieur George, alors terminez votre intervention s'il vous plaît!

M. Pierre-Charles George. Puisque vous me l'ordonnez, Monsieur le président, je termine.

Le président. La liste s'allonge. Chose promise, chose due: j'ai dit que nous passerions à 18 h 45 aux réponses du Conseil administratif; donc, dans dix minutes, nous interrompons ce débat et nous le continuerons à 20 h 30.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). En écoutant l'ensemble des interventions, on se rend compte qu'il n'y a pas un groupe qui soit homogène; tous les groupes ont un certain nombre d'idées différentes.

Monsieur le président, en fonction du travail que nous avons effectué à la commission du règlement, il est apparu dans le rapport de minorité de M. Rumo, lors de l'audition du Conseil administratif, que ce dernier n'acceptait pas qu'on lui renvoie les dossiers de naturalisation ni de faire le travail qui y a trait, parce qu'il estimait qu'il n'avait pas le temps de s'occuper de cela, ce qui pose un problème. En écoutant les différents intervenants, sans prendre position pour l'un ou pour l'autre, je pense qu'il faut reprendre la proposition de M. Pattaroni qui consiste à renvoyer cet objet à la commission du règlement. Si une majorité est

pour abolir la compétence du Conseil municipal à traiter des naturalisations, il faudra savoir comment le travail se fera au Conseil administratif et, cela, personne ne peut actuellement le dire.

Monsieur le président, je propose le renvoi à la commission du règlement pour éclaircir toute cette affaire et essayer de trouver une solution globale, car, avec toutes les propositions qui ont été faites dans cette salle, personne ne peut dire comment cela va aller.

Le président. Selon le résultat du vote, le renvoi en commission sera évident. Mais, cela dit, le renvoi en commission sans que le plénum ait pris position n'a pas de sens. Je ferai donc voter d'abord sur les rapports puis, ensuite, sur un éventuel renvoi en commission.

M. Didier Bonny (DC). Je voudrais juste apporter ma petite pierre à ce haut édifice en disant que, pour moi, une solution doit en tout cas être écartée ce soir, c'est celle du statu quo. Il faut bien se rendre compte que, franchement, les séances du Conseil municipal où nous votons sur les naturalisations n'apportent pas grand-chose. Certains ont relevé que, de toute manière, systématiquement, certains votent non, parce que des personnes ne leur plaisent pas suite à leur origine, leur nom. Par conséquent, même si la commission des naturalisations dit oui à l'unanimité, cela ne changera rien à cette attitude. D'autres, je pense une majorité dont je fais partie, votent systématiquement en fonction du préavis de la commission des naturalisations. A partir de là, qu'on choisisse la solution proposée dans le rapport de M. Grant ou celle qui figure dans le rapport de majorité, je peux le concevoir, mais, s'il vous plaît, n'en restons pas au statu quo!

M. David Brolliet (L). Tout d'abord, les propos de M. Pierre-Charles George à l'encontre de mon collègue M. Marejko sont inadmissibles et absolument intolérables. J'espère que les électeurs sauront faire leur choix, Monsieur George.

Je rappelle que je suis aussi pour le renvoi à la commission du règlement, parce qu'il est très important que ce sujet soit réétudié. J'ai aussi été commissaire aux naturalisations il y a quelques années et je fais partie des gens qui pensent qu'il faut changer le mode de travail de cette commission, mais je suis contre le renvoi de la procédure de naturalisation au Conseil administratif et contre l'abolition de la commission des naturalisations.

M. Roman Juon (S). Monsieur le président, j'aimerais juste que vous informiez M. Pierre-Charles George, parce que j'ai été choqué par son intervention, que le Parti socialiste a mis à disposition de tous les citoyens cinq tribunes d'orateurs. Il y en a une, entre autres, au Bourg-de-Four, et s'il veut vociférer et dire des insanités, il peut le faire là-bas sans problème. Cela amusera la galerie et tous les gens qui se promènent sur cette place.

M. Pierre Huber (L). Je trouve que, parmi les actes d'un conseiller municipal, l'un des plus sympathiques que j'aie pu faire pendant ma présence au Conseil municipal, c'était d'aller visiter les futurs naturalisés. Ils nous attendent, ils sont heureux de nous recevoir et ils nous reçoivent avec toutes les attentions. Je suis étonné d'entendre ce que M. Grant a dit tout à l'heure concernant même des cadavres dans les tiroirs, etc., que je n'ai jamais cherché à trouver. J'ai été enthousiasmé par les rencontres que j'ai faites et c'est quelque chose qui m'a marqué.

D'autre part, Monsieur George, je me permets de vous dire en public que vous êtes un mufle!

Deuxième débat

Le président. Je vous rappelle la procédure que je vous ai proposée. Je suggère maintenant de voter, d'une part, sur le statu quo, d'autre part, le changement. Je vais donc mettre aux voix le changement, que ce soit avec ou sans préavis de la commission des naturalisations.

Mis aux voix, le changement de procédure est accepté par 41 oui contre 27 non (2 abstentions).

Le président. Maintenant, je dois opposer, au fond, ce qui est proposé dans le rapport de majorité de M. Marejko, d'une part, et, d'autre part, ce qui est proposé dans le rapport de minorité de M. Grant, c'est-à-dire, respectivement, conserver un rôle de préavis pour la commission des naturalisations ou renvoyer entièrement la procédure au Conseil administratif

Je mets aux voix la position la plus radicale, celle qui consiste à renvoyer toute la procédure au Conseil administratif, c'est-à-dire la proposition qui est faite dans le rapport de M. Grant.

Mise aux voix par assis/debout, la solution proposée dans le rapport de minorité de M. Philip Grant est refusée par 35 non contre 30 oui (2 abstentions).

Le président. La position la plus extrême est refusée et, donc, est acceptée celle qui consiste à renvoyer la procédure au Conseil administratif, mais après préavis de la commission des naturalisations. Cette procédure n'étant pas encore au point, je suggère qu'on renvoie cette fois la proposition à la commission du règlement pour qu'elle rédige une procédure, puisque celle-ci n'était pas prévue explicitement dans le rapport de majorité de M. Marejko. Les conclusions du rapport de majorité de la commission du règlement ont été acceptées, ce qui est rassurant dans une certaine mesure, mais, étant donné qu'elles ne fournissent pas un arrêté, il faut que la commission du règlement le rédige, donc je vous suggère de renvoyer tout cela à cette commission. Maintenant, la commission du règlement sait dans quel sens elle doit aller et c'est, évidemment, beaucoup plus facile de le faire de cette façon. C'est aussi la seule façon de faire qui soit convenable.

M. Georges Queloz (L). Vu qu'il s'agit d'une modification du règlement, un troisième débat n'est-il pas obligatoire, même sur cette question?

Le président. Non, c'est ce qui ressortira de la commission du règlement qui sera soumis au vote. On pourra alors tout remettre en cause, bien sûr.

Mis aux voix, le renvoi du rapport de majorité à la commission du règlement est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

5. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

6. Interpellations.

M^{me} Jacqueline Burnand, conseillère administrative. J'ai plusieurs réponses à des interpellations. Je répondrai tout d'abord à l'interpellation N° 731 du 5 juin 1996 de M. Broggin: «La «machine» à CD». M. Broggin, à l'époque, s'était étonné de la pose d'une enseigne sur le bâtiment du pont de la Machine. Il

est vrai que la Ville avait donné une autorisation mais, surtout, que celle-ci avait été approuvée par le Département lorsque celui-ci a reçu une autorisation de construire et que cette dernière n'a pas été contestée.

Je souhaiterais également répondre à M. Roman Juon, concernant l'interpellation N° 774, du 2 décembre 1997. M. Juon s'inquiétait du problème des horodateurs trompeurs. En l'occurrence, Monsieur Juon, le fait que j'aie un peu tardé à vous répondre vous a sans doute permis de voir que, dans les quartiers où maintenant le macaron est introduit, où il y a la zone et où, dans certaines de ces zones, il existe par contre des horodateurs, la situation est assez bien réglée. Il est évident aujourd'hui que les habitants et les commerçants des quartiers sont contents de la situation existante. Les horodateurs demeureront dans les quartiers où il est nécessaire de les maintenir et nous pouvons espérer que la police fasse des contrôles.

Je voulais rappeler – pour le cas où je ne l'aurais pas fait, j'ai quelques absences de mémoire – suite à une question orale posée par M. Losio et une interpellation de M. Savary, N° 789, du 16 septembre 1998, à propos de l'école de la Roseraie, que la proposition de construction de la salle de gymnastique, comme vous avez pu le lire récemment dans la presse, sera déposée le mois prochain en plénum.

J'ai ensuite des réponses à d'autres interpellations qui avaient été déposées, notamment une interpellation de M. Michel Ducret, N° 748, du 19 février 1997. M. Ducret, en son temps, s'étonnait d'une lettre que nous aurions fait parvenir aux TPG pour expliquer que nous avions quelques difficultés financières et que le financement des lignes de tramways prévues, c'est-à-dire les extensions Sécheron ou Acacias, pouvait poser quelques problèmes. C'est un peu plus complexe que cela, Monsieur Ducret. En l'occurrence, le Conseil administratif a écrit au Conseil d'Etat. Celui-ci, à la suite de l'échec du vote sur la traversée de la rade, avait immédiatement signalé que l'effort se porterait, puisque des fonds assez importants avaient été engrangés pour réaliser les travaux de la traversée, sur le développement des transports publics. Le Conseil administratif avait immédiatement réagi en disant qu'il était très favorable à cette politique, mais que cette précipitation risquait de poser quelques problèmes pour un plan financier quadriennal assez malmené dans la situation budgétaire où nous étions. De fait, le Conseil d'Etat a examiné cette problématique à diverses reprises. Je crains que, hélas, je l'ai dit tout récemment dans cette enceinte, les négociations que nous avons tenté de mener aboutissent à un échec et que la Ville doive, comme elle l'a toujours fait, passer à la caisse en totalité dans ce contexte.

Je réponds maintenant à une interpellation N° 7002, du 18 septembre 1991, de M. Bernard Lescaze, qui s'inquiétait de la possible mise en place d'un nombre impressionnant d'abris pour vélos. De fait, vous l'avez constaté, nous ne prévoi-

rons exceptionnellement de tels abris que dans quelques endroits, car, dans le milieu urbain, ces abris posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. La Ville vient d'ailleurs de donner une opinion quelque peu réfrigérante sur une initiative prise aujourd'hui pour développer des sortes de gros champignons, qu'on appelle les «arbres à vélos» et qui seraient disposés dans certaines artères de la ville. Ce qui nous semblait pour le moins discutable au plan de l'esthétique, puisque nous essayons souvent, en vain, hélas, de tenter d'instaurer une politique tenant compte de ce facteur dans le domaine de l'espace public. Il est donc hors de question que de tels abris soient disposés partout.

Quant à l'interpellation de M. Roman Juon concernant les giratoires et les sculptures sur les giratoires, N° 720, du 14 février 1996, je pense que je puis être brève. Monsieur Juon, vous le savez, nous l'avons dit à quelques reprises, il n'y a pratiquement pas de giratoires en ville de Genève. Il y a une ou deux exceptions et il n'est pas question, sur ces exceptions-là, de planter nécessairement une sculpture. Cela dit, Monsieur Juon, il est intéressant de voir ce qui se fait dans d'autres communes – vous l'avez peut-être constaté – et, en l'occurrence, voyez-vous, il existe aussi quelques réticences de la part de certains amoureux de l'art, voire du patrimoine, qui déplorent l'absence complète de sens esthétique dont témoignent certaines communes, qui multiplient d'ailleurs les giratoires et les œuvres d'art – enfin, qualifiées comme telles. En ville, réjouissons-nous donc de ne pas en avoir trop. Les œuvres disposées aujourd'hui sur le domaine public sont relativement nombreuses – trop nombreuses peut-être – et il ne conviendrait pas d'en ajouter. Mais, comme il n'est pas question de créer de nouveaux giratoires, la question ne se pose pas.

En ce qui concerne l'interpellation N° 7109, du 10 mai 1995, de M. Jean-Louis Reber, qui nous a quittés, il s'inquiétait de savoir s'il était possible aux cyclistes de circuler sur les voies de bus. Jusqu'à aujourd'hui, le Département de justice et police et des transports a toujours refusé cette hypothèse. On le sait, chacun ici qui circule à vélo emprunte, lorsqu'il le peut, la voie de bus parce que celle-ci le sécurise. Mais, en l'occurrence, il est vrai que le conflit peut exister entre cyclistes et transports en commun, et que l'Etat a fait son choix dans ce domaine des transports: les voies de bus sont réservées aux transports publics, et les cyclistes, en principe, n'y sont pas admis.

Enfin, je passe à l'interpellation de M. Pierre-Charles George, N° 7047, du 20 janvier 1993, sur une situation difficile, puisque M. George déplorait l'état de saleté de notre cité et demandait ce que nous pouvions faire. Je crois que nous avons pris, chaque fois que cela a été possible, des mesures pour améliorer cet état dégradé, il est vrai, de la propreté en ville. Il est évident que les mœurs ont changé, que la société a changé et que nous devons faire face aujourd'hui à une négligence réelle de la part de nos concitoyens ou des touristes. Nous essayons de

tout faire pour qu'en tout cas la situation n'empire pas. Je rappelle que les trottoirs devraient être tout de même nettoyés par les propriétaires d'immeubles et non pas par la Ville de Genève. Nous avons fait un effort dans les Rues-Basses, mais il convient que, si le Conseil municipal souhaite qu'on en fasse deux fois plus, il vote les crédits correspondants, puisque je n'ai pas les lignes budgétaires suffisantes pour faire davantage. C'est tout.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. J'ai une réponse fort brève à une interpellation de M. Manuel Tornare, N° 369, du 28 janvier 1986, intitulée: «Subventions fédérales à la culture genevoise». En son temps, M. René Emmenegger, maire, avait déjà largement répondu à cette interpellation. On peut lire sa réponse dans le *Mémorial* de la 143^e année. Mais j'aimerais dire que, depuis lors, une série de tentatives ont été faites auprès de la Confédération, par différentes voies, pour obtenir un soutien analogue à celui que reçoit la Ville de Berne, cela au titre d'une contribution à l'offre culturelle dont bénéficie le personnel de nombreuses organisations internationales et missions diplomatiques à Genève. Cette démarche a donc été faite il y a maintenant plusieurs années par la Ville de Genève; nous l'avons transmise au Conseil d'Etat pour qu'il la transmette à Berne. Malheureusement, ces démarches n'ont pas encore abouti, officiellement, malgré une réponse officieuse négative, car nous n'avons toujours pas reçu de réponse à notre dernière demande adressée au Conseil fédéral. En conséquence, on peut considérer que cette interpellation est close, même si la question posée n'a pas trouvé de réponse satisfaisante.

Les interpellations Nos 731, 774, 789, 748, 7002, 720, 7109 7047 et 369 sont closes.

7. Questions.

orales:

M^{me} Jacqueline Burnand, conseillère administrative. J'ai deux réponses à des questions orales. La première est une réponse à M^{me} Hélène Ecuyer, qui se plaignait d'avoir passé un mauvais moment lors des dernière votations, parce que les locaux étaient peu chauffés. Nous n'avons pas, dans ce cas, de réponse très précise à vous fournir. En règle générale, le Service de l'énergie reçoit très à l'avance des ordres en ce qui concerne les dates des votations et la nécessité de

chauffer les locaux de vote. On ne sait pas du tout si, en l'occurrence, puisque M^{me} Ecuyer ne nous dit pas où elle était, il y avait un couac, mais, en règle générale, la température est vérifiée; elle est d'environ 19 à 20 degrés, selon la règle, puisque les locaux demeurent chauffés expressément pour cette occasion.

Pour ce qui concerne les questions que se posait M. Lescaze à propos des cyclistes et des pistes cyclables, je crois qu'il y a été répondu à diverses occasions et, notamment, par le dépôt de la dernière proposition du Conseil que vous examinerez bientôt.

Le président. Nous interrompons nos travaux. Nous reprenons à 20 h 30 avec la suite de l'ordre du jour.

Séance levée à 18 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	3570
2. Communications du bureau du Conseil municipal	3572
3. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Pierre Lyon, Bernard Paillard, François Sottas et Guy Valance, renvoyé en commission le 27 janvier 1998, intitulé: «Modification de l'article 30 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève» (N° 323 A).....	3572
4. Rapports de majorité et de minorité de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté du bureau du Conseil municipal (M ^{me} Marie-France Spielmann, MM. Daniel Pilly, Georges Queloz, M ^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon et M. Guy Dossan), renvoyé en commission le 3 juin 1998, intitulé: «Modification des articles 101, 134, 138 et 139 du règlement du Conseil municipal relatifs à la naturalisation» (N° 378 A/B/C).....	3585
5. Propositions des conseillers municipaux	3616
6. Interpellations	3616
7. Questions	3619

La mémorialiste:
Marguerite Conus